

***l'Anti*capitaliste**

n°477 | 23 mai 2019 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

Contre Macron et l'Europe forteresse



VOTONS LUTTE OUVRIÈRE...

et continuons les combats!

Dossier

**UN SECOND SOUFFLE
DES SOULÈVEMENTS
ARABES?** Pages 6 et 7

ÉDITO

Face aux violences policières,
notre classe ne se tiendra
pas sage Page 2

ACTU INTERNATIONALE

États-Unis. IVG: «I can't believe
I still have to protest this shit»
Page 5



ACTU SOCIALE

52^e congrès de la CGT. La
direction confédérale contient les
opposantEs Page 8

LIBRE EXPRESSION

La surexploitation légale de l'eau
par Nestlé à Vittel, par Renée-
Lise Rothiot Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

Face aux violences policières, notre classe ne se tiendra pas sage

« *Il n'y a pas eu de comportements déviants de la part des policiers.* » Ainsi s'est exprimée la patronne de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) Brigitte Jullien, le 16 mai, jour de son audition par une commission d'enquête de l'Assemblée nationale, en évoquant le cas des 152 lycéenEs de Mantes-la-Jolie, victimes de violences et d'humiliations policières le 6 décembre dernier. Au moins, les choses sont claires : pour la première responsable de l'organisme chargé d'enquêter sur les mauvais comportements des forces de police, forcer des lycéenEs à rester à genoux pendant des heures, mains attachées ou sur la tête, les mettre ensuite en garde à vue, les insulter, les menacer... ne constitue pas un « comportement déviant ».

Si la situation n'était pas aussi grave, on aurait presque envie de dire que nous partageons le point de vue de la cheffe de l'IGPN : il ne s'agit effectivement pas d'une « déviation », dans la mesure où les pratiques policières violentes et humiliantes sont depuis longtemps la norme dans les quartiers populaires et, de plus en plus, comme les derniers mois l'ont montré, contre les mobilisations sociales. Les forces de répression, toujours plus violentes, jouissent d'une telle impunité qu'elles se sentent libres de faire tout ce que bon leur semble, convaincues – à raison – que, même si elles vont « trop loin », elles seront couvertes par leur hiérarchie.

La colère des familles de Mantes-la-Jolie est légitime, de même que celle de toutes celles et ceux qui, victimes de violences policières au cours des derniers mois, ont effectué des signalements et/ou déposé des plaintes, restées sans aucun effet. Et lorsque l'on observe la vitesse à laquelle la machine judiciaire condamne, à la chaîne, les personnes interpellées dans les manifestations des Gilets jaunes, les déclarations de Castaner, Nuñez et consorts, qui expliquent l'absence de sanctions contre les flics par le nécessaire « temps d'enquête », n'en sont que plus révoltantes. Les poursuites et les condamnations contre les manifestantEs, les militantEs, les syndicalistes, se multiplient, confirmant que la répression du mouvement social, et de la contestation sociale en général, fait partie intégrante de la gouvernance Macron. Face à ce rouleau compresseur, il ne faut pas tergiverser : la solidarité avec les victimes de la répression policière et judiciaire est une des urgences de l'heure, et doit faire partie intégrante de l'ensemble de nos mobilisations !

BIEN DIT

C'est très important que les Gilets jaunes répliquent et qu'ils n'acceptent pas les compromis proposés. J'ai l'impression que Macron est comme Blair. Il dit qu'il faut trouver une solution, mais il soutient le problème : les grosses entreprises, la forte concurrence, etc. Il n'apportera aucune solution. Les Gilets jaunes ont bien raison de lui tenir tête.

KEN LOACH, BFM-TV, 16 mai 2019.

À la Une

Contre Macron et l'Europe forteresse, votons Lutte ouvrière... et continuons les combats !

Dimanche prochain, 34 listes se présentent pour les élections au Parlement européen, mais la campagne dans les grands médias se résume à un affrontement entre Macron et Le Pen. Et c'est ainsi que, dans cette farce de démocratie, 60% des électeurEs s'apprêtent à ne pas aller voter, refusant de choisir entre la politique libérale et répressive du macronisme et l'extrême droite raciste de Marine Le Pen.

Leur Europe au service du patronat et des banques

L'Union européenne s'est toujours construite au bénéfice des capitalistes et du patronat, qui s'en servent pour coordonner leurs politiques afin de concurrencer les autres puissances économiques mondiales. Ainsi, les institutions de l'UE et les gouvernements européens attaquent partout les droits sociaux et démocratiques : privatisation des services publics, dérégulation de l'économie, soumission de l'éducation et de la santé aux besoins du marché...

La Banque centrale européenne et la monnaie unique sont des outils contre les peuples. Et gare à celles et ceux qui voudraient désobéir comme en Grèce, l'UE sera là pour empêcher toute rupture, même partielle, avec l'ordre libéral ! Comme l'avait affirmé en 2015 Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne : « *Il ne peut pas y avoir de choix démocratique contre les traités européens.* » C'est dit !

À l'offensive contre les immigrés

L'Union européenne, c'est la liberté de circulation... des capitaux. Mais pour les êtres humains, c'est une toute autre affaire... Avec Frontex et les politiques migratoires mises en place, les États européens ont construit l'Europe des murs, des camps et des barbelés. L'UE et les gouvernements européens ont une responsabilité centrale dans les milliers de mortEs en Méditerranée et dans l'accueil indigne des étrangerEs. Et plutôt que de développer une politique d'accueil, ils externalisent les frontières et soustraient la répression des migrantEs à



des États comme la Libye, se faisant complice des violences et des mauvais traitements, conditionnant même les politiques de « co-développement » à des engagements quant au contrôle des flux migratoires. Pourtant ce sont bien les États européens, au premier rang desquels la France, qui sont co-responsables de la misère en Afrique, de la crise climatique ou encore des guerres aux quatre coins du monde. Nathalie Loiseau, tête de liste du prétendu « rempart » contre l'extrême droite, n'a pas hésité à déclarer récemment : « *Personne ne doit rentrer en Europe s'il n'y est pas invité.* » Autant dire l'actualité du combat, auquel le NPA participe pleinement, pour la liberté de circulation et d'installation en France et dans toute l'Europe, pour la solidarité et la coopération entre les peuples.

Pour une voix anticapitaliste et internationaliste

Partout en Europe, les forces réactionnaires, parfois fascistes, progressent sur les ruines et le désespoir créés par l'alternance libérale entre la droite et les sociaux-libéraux. Face à l'Europe du capital, nous ne défendons pas un repli national mais, au contraire, un projet de collaboration internationale des peuples. Dans toute l'Europe et au-delà de la Méditerranée, les classes populaires ont les mêmes intérêts : imposer une Europe au service des travailleurEs et des peuples, avec une planification écologique, la réquisition des banques et des grandes entreprises, pour des droits sociaux égaux pour touTEs.

Et c'est à partir de la mise en œuvre d'un programme de rupture, porté par la mobilisation des exploités,

que se pose la question de l'affrontement avec les institutions européennes. Non comme la clé permettant de retrouver une prétendue « souveraineté nationale » bien illusoire dans le cadre du maintien de la domination capitaliste, mais comme mesure d'autodéfense des travailleurEs et de leurs organes de lutte face au bras de fer que ne manqueront pas d'engager les institutions européennes et les différentes bourgeoisies, et dans l'attente d'une extension du processus aux autres pays européens.

Un projet d'émancipation, révolutionnaire

Le NPA ne se présente pas à l'élection européenne car, dans cette pseudo-démocratie, il faudrait dépenser un à deux millions d'euros pour être réellement présents. Le NPA appelle donc à voter Lutte ouvrière ce dimanche, malgré nos divergences avec cette organisation, car nous ne souhaitons pas rester neutres et considérons que c'est un moyen d'y faire entendre une voix clairement anticapitaliste et internationaliste. Au-delà, il faut reconstruire une représentation politique pour les exploités, un projet d'émancipation, révolutionnaire. Cela passe aujourd'hui par le développement des luttes sociales et par leur convergence. Macron et son gouvernement n'ont jamais cessé leurs attaques, ni pendant la campagne électorale ni après... Nous devons leur résister, et renforcer nos luttes. Gilets jaunes, enseignantEs en grève, travailleurEs en lutte contre leurs mauvaises conditions de travail, contre la fermeture de leur boîte et pour de meilleurs salaires, femmes mobilisées pour l'égalité salariale et le droit à la contraception et à l'avortement, jeunes dans la rue pour la justice climatique... C'est touTEs ensemble que nous pouvons mettre en échec Macron et son monde.

ALGÉRIE

Détermination malgré la répression

Depuis quelques semaines, la mobilisation est entrée dans une nouvelle phase, où le pouvoir augmente considérablement la répression, mais où en même temps le mouvement se politise en faisant face à cette répression et à l'enjeu de refuser la présidentielle du 4 juillet.

La répression a été importante à Alger vendredi. Dès le matin, on a pu voir que, comme chaque vendredi depuis le départ de Bouteflika, les routes étaient fermées par les militaires. Ainsi, les gens qui venaient d'autres horizons n'avaient plus accès à la capitale. Même les personnes venant des quartiers éloignés du centre d'Alger ne pouvaient pas venir. À 10h, la police a chassé les manifestantEs qui étaient à la Grande poste. La police a utilisé des sprays lacrymogènes assez puissants. Les manifestantEs, qui jeûnent pour la plupart d'entre eux, sont tombés

comme des mouches. La Grande poste a été quadrillée par la police mais, aux environs de 15h, avec les cortèges venant de Beb-El-Oued et de Didouche, les manifestantEs se sont renforcés, et criaient « *la Grande poste, la Grande poste* ». Les policiers ont longuement essayé d'arrêter la marée humaine mais ont fini par s'enfuir.

Le peuple résiste à la répression

Le résultat de la répression a produit, cette fois, l'inverse de l'effet recherché : les manifestantEs ont repris la Grande poste. Les tenants du système ont compris que la détermination populaire est

très forte et que toutes les manœuvres et les réformes au sein du système n'y feront rien. Ils essaient donc d'étouffer la mobilisation par la répression, profitant du fait qu'il y a moins de monde dans la rue avec le ramadan. Les arrestations dans les sphères du pouvoir ne sont rien d'autre qu'une ruse de déstabilisation et de démobilisation, un règlement de comptes à l'encontre des prétendus symboles de vol et de corruption. L'incarcération de Louiza Hanoune, du Parti des travailleurs, est, elle, une grave atteinte aux libertés démocratiques que le peuple réclame depuis le 22 février.

La répression a dissuadé beaucoup de gens qui sortaient en famille durant les premières manifestations, et beaucoup de femmes aussi. Les femmes constituent un poids important dans le mouvement face à ce système qui les opprime doublement, en tant qu'Algériennes du peuple et en tant que femmes. Mais, malgré ces difficultés, la mobilisation reste forte.

Contre l'élection du 4 juillet

Il y a une grande avancée dans les mots d'ordre. Ils sont plus politiques : « *Pas de vote avec la bande [au pouvoir]* » a été le slogan le plus repris durant la manifestation. « *Wlach le vote wlach* » (pas de vote), le slogan repris de 2001, a été très important également. On a entendu aussi « *Pas de régionalisme, on est tous frères* », pour dire qu'on a compris les manœuvres séparatistes du système qui veut créer des conflits sur la base

Un monde à changer

MONOPRIX VEUT NOUS FAIRE «JOUER À LA CAISSIÈRE». Dans les semaines qui viennent, il va être difficile d'échapper à la campagne de publicité de Monoprix à la télévision et sur les réseaux sociaux pour son service coupe-file qui permet d'éviter de passer par la caisse lorsque l'on fait ses courses. On verra par exemple un film tourné en Ukraine (les figurantEs et technicienEs doivent être moins cher!) qui met en scène des hommes préhistoriques qui font la queue pour obtenir de la nourriture. Le président de Monoprix, Régis Schulz, déclare qu'il vise un million d'utilisateurEs pour ce service dans tous ses points de vente et déclare: «Une fois les coordonnées bancaires saisies, c'est facile et même ludique: il y a un petit côté "gamification" de l'acte d'achat. Vous jouez à la caissière!» Les grandes chaînes de distribution comme le groupe Casino (dont Monoprix fait partie) bénéficient depuis des années de centaines de milliers d'euros d'allègements de cotisations sociales employeurs et, maintenant, elles sont parmi les plus gros gagnants du CICE. Néanmoins, animées par leur soif de profits, elles exercent une pression constante sur l'emploi et des conditions de travail du personnel, comme en témoignent les suppressions d'emplois en cours chez Carrefour. Malgré la hausse de ses bénéfices, le groupe Casino, pour sa part, a annoncé, en avril dernier,

la cession des murs de plusieurs magasins Casino et Monoprix. Il ne fait pas de doute qu'il est parfois irritant de faire la queue en attendant de passer à la caisse. Mais, souvent, les queues sont allongées par le fait que toutes les caisses ne sont pas ouvertes. Et surtout, il y a une indécence à parler de «jouer à la caissière». Les travailleurEs de Monoprix ne «jouent» pas: quel que soit leur poste, sous-effectifs, contrats précaires et bas salaires sont leur quotidien. Quant aux caissières, elles souffrent de pénibilités importantes: pénibilité physique (liée à la répétition des mêmes gestes et à la manipulation des produits tout au long de la journée), pénibilités relationnelles (relations avec les chefs et certains clients qui se défoulent), pénibilités temporelles (contrôle des rythmes de passage en caisse, organisation des plages horaires).

Dans une autre société, non régie par le profit, les nouvelles technologies pourraient être utilisées dans l'intérêt des salariéEs et des usagerEs. Mais là, ce n'est pas le cas: des postes de caissierEs seront supprimés mais, pour celles qui resteront et les autres postes dans les magasins, précarité et pénibilités subsisteront. Que ce monsieur Schulz vienne «jouer à la caissière» pendant un mois, il verra ce que c'est!

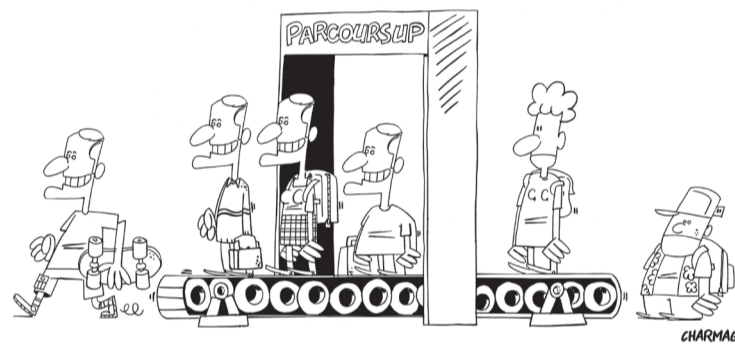
ÉDUCATION NATIONALE Des dizaines de milliers de lycéenEs sans avenir: Parcoursup remplit sa mission!

Pour la deuxième année, la plateforme Parcoursup, machine à sélectionner contre laquelle les lycéenEs s'étaient mobilisés par dizaines de milliers, est entrée en action.

Mercredi 15 mai, les premières réponses de Parcoursup, la plateforme d'admission dans l'enseignement supérieur, sont tombées et, avec elles, le premier bug: plus de quatre cents formations ont accepté l'intégralité des candidatEs qui avaient postulé indépendamment du nombre de places disponibles. Le temps de corriger l'erreur, la plupart des élèves concernés ont perdu leur place sur les listes d'attente de leurs autres vœux et se sont donc retrouvés sans rien!

Sélection et concurrence entre les lycéenEs

Ce bug fait écho au véritable parcours de combattant que doivent traverser les lycéenEs avec Parcoursup. Pour beaucoup d'entre elles et eux, les résultats du 15 mai ont ainsi été faits de vœux refusés et de placements dans les profondeurs des listes d'attente. Le problème n'est évidemment pas «informatique»: c'est la logique même de la plateforme de permettre à chaque fac de classer et de sélectionner les candidatEs selon ses propres critères, et cela



dans un contexte où le nombre de candidatEs excède le nombre de places disponibles. Et la situation va forcément s'aggraver: le baby-boom des années 2000 va entraîner une augmentation de 40 000 lycéenEs par an jusqu'en 2022. Tout s'oriente pour que le millésime 2019 de Parcoursup ressemble ainsi en tout point à celui de 2018. Officiellement, 3 000 lycéenEs n'avaient pas pu trouver de formation. Mais c'est sans compter les 138 000 autres qui avaient quitté la plateforme informatique par découragement, avant la fin de la

procédure, n'ayant aucune réponse positive ou uniquement dans des filières et/ou des facs aux antipodes de leurs choix initiaux. Macron et son gouvernement préfèrent ainsi renforcer la sélection et la concurrence entre les lycéenEs, plutôt que d'augmenter le nombre de places et les moyens des établissements. Avec 331 millions de coupes budgétaires dans l'enseignement supérieur et la recherche pour le budget 2017, le ton était d'ailleurs donné dès leur arrivée aux affaires! Plus généralement, de l'école à l'université,

les restrictions budgétaires, les classes surchargées et le manque de personnel sont la norme.

Tri par l'argent

Le renforcement de cette sélection post-bac va toucher en premier lieu les lycéenEs venant des milieux les moins favorisés. Pour trier les lycéenEs, la plupart des algorithmes de classement utilisés par les facs considèrent en effet la filière, le lycée et le quartier d'origine comme facteurs déterminants. Le tri par l'argent est parfois même encore plus direct: pour un certain nombre de formations, il fallait cette année mettre la main à la poche – entre 20 et 300 euros! – dès l'étape de candidature.

Les seules «formations» s'adaptant à merveille au flux de nouveaux bacheliers sont en définitive Deliveroo, McDo ou autres Lidl, qui profitent pleinement de l'augmentation de la précarité de ces jeunes. Car avec l'élévation générale du niveau de diplôme, le bac seul ne permet plus d'espérer mieux que le Smic, et encore, si on a «la chance» de trouver un emploi. Aujourd'hui, plus question que le gouvernement paye pour les enfants d'ouvriers, ils n'ont qu'à monter leur startup!

Evan Yale

Le chiffre

8 C'est le classement que le Medef a attribué à Nathalie Loiseau suite à des «auditions» des principales têtes de liste aux élections européennes. La candidate LREM a terminé 8^e... sur 8, et donc bonne dernière. Commentaire de l'un des participants: «Elle a simplement lu sa fiche dans une salle pourtant pas hostile. On savait qu'elle était mauvaise, c'était la pire». Quand ça ne veut pas...



Agenda

Vendredi 24 mai, manifestation «Grève mondiale pour le climat», Paris. À 13h, place de l'Opéra, M° Opéra.

Samedi 25 mai, manifestation des Gilets jaunes Acte 28.

Samedi 25 mai, manifestation «Sauvons le droit d'asile, stop Dublin», Paris. À 14h, place de La Chapelle, M° La Chapelle, en direction de République.

Mercredi 29 mai, soirée de soutien aux grévistes de l'éducation, Paris. À 19h, concert avec batucada, la Fanfare invisible et La Rabia. Entrée et repas à prix libre. À la CNT, 33, rue des Vignoles, M° Avron ou Buzenval, Paris 20^e.

Samedi 1^{er} juin, manifestation antifasciste, Paris. Six ans après la mort de Clément Méric tué par des fascistes, rdv à 18h, M° Belleville.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

J'ai horreur de la corruption.

PATRICK BALKANY lors de son procès, 16 mai 2019.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®



avoir un changement radical dans le système, il faudrait éliminer tous les symboles de l'ancien pouvoir et élire ses propres représentantEs dans tous les secteurs, qui seraient les porte-parole des aspirations des masses, et surtout qu'ils et elles soient révocables

par la volonté populaire. Chez les travailleurEs, le mot d'ordre de grève générale passe mieux, car la compréhension se développe que c'est la grève qui aurait le poids économique pour faire chavirer le pouvoir.

LA (militante du PST à Alger)

identitaire, religieuse, et de genre, pour affaiblir le mouvement. Des chansons également contre la politique libérale de Bouteflika et du système actuel, ces politiques qui ont fait s'écrouler l'économie du pays et n'ont servi que leurs intérêts. Le dimanche 19 mai, à l'occasion de la commémoration du 19 mai 1956, jour où les étudiantEs ont rejoint les rangs de la guerre de libération nationale, de grandes manifestations étudiantes ont eu lieu. La police avait préparé la marche de son côté et a barricadé tout Alger centre. Mais la police a été débordée, les manifestantEs couraient, contournaient les barrages, en forçaient.

L'alternative: la présidentielle ou la Constituante

Depuis le début du mouvement, nous défendons le mot d'ordre de la Constituante au service des classes

populaires, des travailleurEs, des femmes. Aujourd'hui, d'une certaine façon, ce mot d'ordre émerge via celui du «pouvoir au peuple», et on sait toutEs que la seule transition démocratique qui pourra donner tout le pouvoir de décision au peuple est bel et bien la Constituante. Au début des manifestations, le plus urgent pour le peuple était de faire dégager le système et tous les pions qui y étaient encore implantés, les manifestantEs criaient donc au départ de la bande sans vraiment proposer une véritable alternative. Mais grâce à l'auto-organisation des secteurs, que ce soit à la fac, dans les lieux de travail, etc., les gens sont de plus en plus politisés.

Mais le peuple a peur du vide constitutionnel, et beaucoup de gens pensent que rester sans président plus longtemps nous mènerait à la dérive. Il nous faut donc convaincre que, pour

PSYCHIATRIE**Un outil de fichage des personnes psychiatisées**

Le 6 mai 2019 a été publié un décret modifiant un texte du 23 mai 2018, « autorisant les traitements de données à caractère personnel relatifs au suivi des personnes en soins psychiatriques sans consentement » ; décret initial pour le moins dangereux pour les personnes psychiatisées, paru dans le plus grand silence médiatique et politique.

Le texte de 2018 portait sur l'encadrement de l'utilisation d'Hopsyweb, un logiciel de gestion des données personnelles des personnes hospitalisées, créé initialement pour « limiter le risque d'erreur dans la gestion de l'hospitalisation et prévenir la radicalisation ». Ce logiciel récolte, sans aucun consentement des patientEs en psychiatrie, des données personnelles comme nom, prénom, adresse, sexe, domicile, date et lieu de naissance, des informations judiciaires ou certaines données médicales. Un véritable système de fichage qui n'est pas seulement consultable par le personnel médical, mais aussi par les préfetures, la police, les départements et l'institution judiciaire. Fichage dont la durée de conservation des données est passée de un à trois ans l'année dernière.

Un dispositif élargi à la lutte contre le terrorisme

Dans la version 2019 du texte, le dispositif s'élargit et assume ouvertement sa fonction d'outil des services de renseignement avec la mise en relation d'Hopsyweb et du FSPRT (Fichier des signalements pour la prévention et la radicalisation à caractère terroriste). Il est à présent possible pour le personnel soignant en psychiatrie de rompre le secret médical pour toutE patientE « admis en soins psychiatriques sans consentement », et être ainsi partie prenante de la surveillance d'État. Une utilisation de l'hôpital comme une extension des services de renseignement que nous avons vu récemment à l'œuvre avec le fichage des Gilets jaunes hospitalisés, dénoncé par une tribune de médecins le 8 mai.

C'est une double violence imposée aux personnes psychiatisées : internées sans leur consentement et privées de leur liberté, on les dépouille de leurs données personnelles et du droit de bénéficier du secret médical, tout en les considérant comme un potentiel danger public.

Une oppression dont on parle peu

Cette discrimination des personnes psychiatisées a un nom : la psychophobie. Une stigmatisation bien présente dans notre société : des études ont ainsi démontré que le grand public associait les troubles psychiques à l'irresponsabilité, la dangerosité, et l'incurabilité, et ce malgré le fait que les statistiques démentent ces clichés. En effet, les personnes psychiatisées sont bien plus souvent victimes de violences qu'elles n'en exercent. En instaurant un contrôle des personnes psychiatisées hors des murs hospitaliers (en imposant le signalement des sorties définitives), l'État ne fait que renforcer l'idée du patient dangereux et violent aux yeux de la population, et ce au même titre qu'un criminel avec casier judiciaire. Le fichage n'est en réalité légitime pour aucune personne psychiatisée. Pour les personnes déjà stigmatisées, être psychiatisé sera une double stigmatisation et pourra engendrer une répression plus violente encore.

Alors que les conditions dans les hôpitaux sont actuellement difficiles pour le personnel, nous ne pouvons cependant ignorer les cas d'abus d'autorité du personnel soignant et les cas de maltraitance en milieu psychiatrique vis-à-vis des individus psychiatisés, dénoncé par le collectif de personnes psychiatisées en lutte, SOS psychophobie. Nous sommes également solidaires avec les soignantEs en psychiatrie qui luttent pour de meilleures conditions de travail, contre Hopsyweb et contre la maltraitance des patientEs en psychiatrie. Ce décret ne fait que renforcer le mutisme des patientEs victimes de ces abus et permet leur instrumentalisation.

Correspondants

ÉLECTIONS EUROPÉENNES Au Rassemblement national, défense du capital français et refus du salaire minimum

Le programme du RN (anciennement FN) à l'élection européenne du 26 mai prochain tient en un « Manifeste pour une nouvelle coopération en Europe » de 75 pages, complété et / ou résumé dans une brochure de dix pages intitulée, elle : « Pour une Europe des nations et des peuples ». Nous nous intéressons ici au volet économique de ce projet.

Que le parti d'extrême droite dise qu'il veut « rétablir les contrôles aux frontières nationales », « l'arrêt de l'immigration légale », puis – de manière démagogique afin de coller aux préoccupations et revendications des Gilets jaunes – l'instauration du RIC ne constitue pas une nouveauté ni une surprise. C'est sur le volet économique et institutionnel (relatif aux structures de l'Union européenne) qu'il y a du relativement nouveau, dans la mesure où, lors des scrutins précédents, le FN, qui n'avait pas encore changé de nom, prônait la sortie de l'euro et jouait au moins avec l'idée de quitter l'Union européenne. Cet aspect a été gommé lors de la préparation du scrutin européen de 2019, le profil basiquement anti-européen du parti d'extrême droite avait ajouté un motif à son échec à l'élection présidentielle de 2017, le faisant apparaître comme « irresponsable » dans les milieux économiques/conservateurs.

La défense du capital français

En termes d'économie, le projet est avant tout fondé sur une vision de la guerre économique qu'il s'agit de gagner en faveur de, pour le résumer vite, « nos » entreprises. D'un côté, le RN écrit ainsi dans la brochure : « L'acceptation de l'union douanière nécessite, en contrepartie, que la France puisse mettre en œuvre le patriotisme économique en rendant les entreprises françaises prioritaires dans la commande publique. »

Résumé : les autres pays ont le droit d'acheter chez « nos » entreprises qui exporteront sans entraves chez eux – union douanière oblige –, mais ce sont les entreprises françaises qui auront la priorité dans l'attribution de l'argent public français. Bien entendu, les autres pays auront sans doute la liberté de faire la même chose chez eux ; étant précisé qu'en raison de la puissance économique française, les entreprises hexagonales (renflouées d'argent public français) pourront tout de même rafler des parts de marché...

À l'échelle européenne, c'est à peu près la même vision qui prévaut. Dans la version longue du projet, le RN écrit ainsi : « Des champions nationaux sur le marché européen, des champions européens sur les marchés mondiaux : les champions nationaux seront incités à partir à la conquête des marchés européens, comme ils le font dans l'industrie, comme ils le font encore trop peu dans les services. [...] Mais quand ils affrontent des géants mondiaux, américains, chinois, ou encore indiens ou russes, chaque fois que l'intérêt stratégique et l'autonomie de l'Europe sont en question et que l'intérêt mutuel des entreprises le commande, les projets communs et les alliances s'imposent pour que des géants européens se battent à armes égales avec leurs vrais concurrents ! » C'est, en effet, clair comme l'eau de roche : il s'agit de défendre l'intérêt des gros groupes capitalistes européens, parce que ce serait « nos » groupes. Défense de rire.



WIKIMEDIA COMMONS

Le RN opposé à un salaire minimum européen

Un salaire minimum ? Peut-être en s'accordant, comme le proposent certaines listes (sous des conditions qui diffèrent entre elles, mais sur le principe, même les libéraux de LREM y pensent), sur un niveau de rémunération minimum à l'échelle de l'Union européenne, afin d'éviter que le dumping social mette le plancher vraiment trop bas ? Vous n'y pensez pas ! Le RN pointe, en la matière, un prétendu risque majeur : « Cette harmonisation aboutirait en pratique à l'effondrement des salaires et donc du pouvoir d'achat dans les pays d'Europe occidentale. » Avant de s'offusquer bruyamment : « Mme Loiseau, la tête de liste LREM, défend l'idée d'un SMIC européen : il faudrait qu'elle en explique aux Français les

conséquences qui en résulteraient sur leur niveau de vie ! »

Comme si fixer un minimum en matière salariale abaissait les rémunérations ! La réalité est, évidemment, tout à fait différente. C'est, tout d'abord, l'absence d'un plancher et la compétition qui tirent les salaires vers l'infiniment bas... Le FN refusait, historiquement, l'existence d'un SMIC en France. Or, depuis son tournant du libéralisme économique (cher à Jean-Marie Le Pen dans les années 1980) vers la démagogie sociale et un discours national-social et protectionniste (à partir des années 1990), il s'est fait à l'idée d'en admettre le principe. Mais aujourd'hui, il semble retrouver ses vieux démons économiques dans le débat européen...

Bertold du Ryon

ÉCOLOGIE Glyphosate : poursuivre la mobilisation

Les études contradictoires circulent. Les provocations aussi. Ainsi Pierre Médevielle, sénateur UDI, qui a sciemment déformé les résultats du rapport l'OPEST en déclarant « le glyphosate n'est pas plus dangereux que la charcuterie ou la viande rouge ». Ce rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, n'avait pas pour objet de prendre position sur la dangerosité du glyphosate, mais de créer « une plus grande confiance entre experts et citoyens, afin que la gestion des risques repose sur des bases rationnelles et transparentes, et non sur la capacité de certains acteurs à susciter dans l'opinion publique des émotions permettant d'emporter la décision ».

De nombreuses études scientifiques ont établi la dangerosité du glyphosate, molécule de base de plusieurs herbicides dont le Roundup de Monsanto. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) l'a classé « cancérigène probable » en 2015. Monsanto a répliqué en faisant rédiger des articles favorables, signés par des scientifiques de renom. Pratiques révélées par les « Monsanto papers ».

Le glyphosate, au cœur d'une controverse

En 2017, l'Union européenne devait décider de prolonger ou pas l'autorisation du glyphosate. Zéro suspens : l'autorisation a été votée pour 5 ans supplémentaires. Macron a fait le malin en promettant de réduire la période à 3 ans, « quand des alternatives seraient trouvées ». Belle pirouette ! Pour calmer les soupçons, le gouvernement a commandé un rapport devant « éclairer le Parlement sur l'indépendance et l'objectivité des agences européennes chargées d'évaluer la dangerosité des substances mises sur le marché ».



DR

Le rapport qui compte 1500 pages, dont 17 sur le glyphosate, ne tranche pas la controverse entre les agences dont l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), qui nient la toxicité du glyphosate, et le CIRC qui la revendique. Il montre seulement que les méthodes utilisées dans les travaux ne sont pas basées sur les mêmes études. Les agences (EFSA, Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) ont tenu compte aussi des études des industriels, et uniquement celles sur

la substance active. Alors que le CIRC s'est intéressé à tous les produits à base de glyphosate, et n'a utilisé que des études indépendantes. De plus, l'effet cocktail, démontré par une étude de l'INRA en 2016, c'est-à-dire l'effet délétère de la combinaison de plusieurs pesticides et de leurs adjuvants, n'a pas été évalué dans le rapport. Un manque dans l'expertise ! On commence à comprendre la réalité de l'enfumage de Monsanto (racheté par Bayer) : susciter le doute à tout prix afin de retarder l'interdiction d'empoisonner l'environnement

et les êtres humains, et ainsi préserver les profits. 8000 tonnes de glyphosate sont encore déversées en France par an. De quoi nous pourrir la vie.

Que retenir de tout ça ?

Le rapport de l'OPEST demande plus de données indépendantes, et aux agences de contrôle de produire leurs propres études et d'analyser les effets sur le long terme. Bayer a fait un lobbying efficace auprès des parlementaires européens qui ont voté l'autorisation du glyphosate pour 5 années de plus. Alors que la moindre des précautions aurait été de la suspendre le temps d'établir de façon sûre, indépendante et transparente, son niveau de dangerosité. Le doute aurait dû profiter au vivant, pas aux profits de Bayer. Pourtant, l'espoir a changé de camp. Bayer vient d'être condamné à payer 2 milliards de dollars dans le scandale du Roundup, des marches mondiales s'organisent, la contestation gagne du terrain.

La mobilisation contre le glyphosate a besoin de toutes les opposantEs pour exiger sa suppression définitive. **Commission nationale écologie**

EUROPE Sur fond de crise autrichienne, les extrêmes droites en meeting à Milan

Alors que tout semblait si bien engagé, un intrus est venu quelque peu gâcher la fête. Un intrus venu du froid, un peu comme l'espion dans certains mauvais films. Il s'agit d'un scandale russo-autrichien, venu un peu perturber le message que douze partis européens d'extrême droite, réunis samedi 18 mai dernier à Milan en Italie, avaient voulu porter ensemble pour conquérir plus de sièges et d'avantage d'influence au futur Parlement européen.

Le meeting de Milan, auquel ont assisté des dizaines de milliers de partisans – pour l'essentiel – de la « Ligue » (Lega) italienne, le parti du ministre de l'Intérieur Matteo Salvini, avait été bien préparé. Les partis d'extrême droite du continent s'étaient livrés en amont à une diplomatie de visites mutuelles afin de nouer et confirmer leurs alliances, au-delà de leurs divergences réelles qui portent sur plusieurs points : quel projet économique, plutôt axé sur le libéralisme ou davantage axé sur la démagogie sociale et un discours national-social protectionniste ? Quel rapport avec le pouvoir russe : grand frère généreux en idées... et en argent, ou menace pour la liberté du reste de l'Europe ? Bref, les profils ne sont pas identiques, mais tant qu'il y a un ennemi commun, l'immigration extra-européenne, on pourra s'entendre.

Marine Le Pen en guest star

Le rôle essentiel dans cette diplomatie des visites croisées revenait à Marine Le Pen. C'est elle qui était venue à Rome dès le 8 octobre 2018, et qui s'était ensuite rendue (entre autres) en Bulgarie, en République tchèque, en Slovaquie, puis, en dernier lieu, en Estonie. Les principaux protagonistes de la rencontre, Ligue exceptée, étaient la cheffe du RN français et le parti estonien EKRE, qui vient d'entrer au gouvernement après avoir obtenu 17,8% des voix

aux législatives en mars. Le parti des « Vrais Finlandais » – qui vient de devenir la deuxième force politique du pays aux législatives d'avril 2019, après avoir connu une participation gouvernementale récente mais aussi une scission – ainsi que le « Parti du peuple danois » (DFP), associé à la majorité parlementaire au Danemark mais sans occuper de ministères, étaient également de la partie. Le nom d'EKRE signifie à peu près « Parti conservateur populaire », mais il s'agit d'une force clairement d'extrême droite et fascisante, voire fasciste. Marine Le Pen a d'ailleurs rencontré un petit problème lorsque, sur un selfie qu'il avait pris avec elle, le

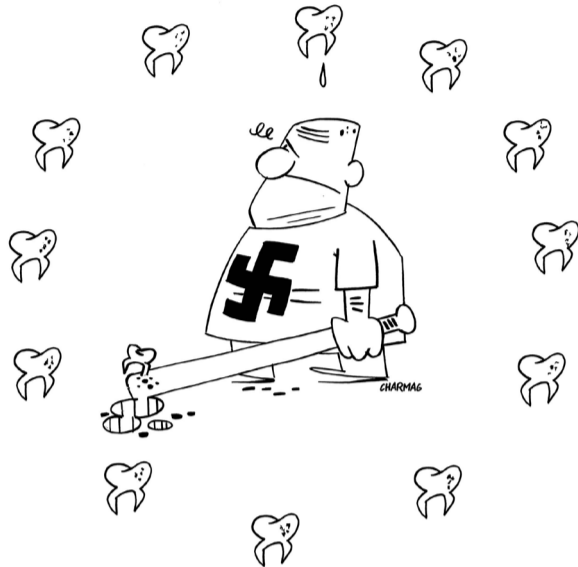
député local Ruuben Kaalep a effectué un salut raciste, prisé dans les milieux suprémacistes nord-américains. Elle a prétexté y avoir vu un signe « OK » – comme chez les plongeurs marins –, puis a demandé l'effacement de ladite photo sur Facebook.

Une calamité venue d'Autriche

La vraie calamité est cependant venue de Vienne, où la coalition entre droite et extrême droite, formée en décembre 2017 et gouvernant le pays depuis, a explosé en vol en l'espace de quelques heures, ce même samedi 18 mai. En cause, une vidéo enregistrée en juillet 2017 sur l'île espagnole d'Ibiza, dans laquelle on voit

deux dirigeants du parti d'extrême droite FPÖ (Heinz-Strache, jusqu'ici numéro deux du gouvernement et chef du parti, ainsi que le député Johann Godenus) se lâcher un peu trop devant une caméra. Ceci face à une personne qu'ils tiennent pour la nièce d'un riche oligarque russe et à qui ils proposent le rachat des autoroutes et du premier quotidien du pays « pour former un paysage médiatique à la Viktor Orbán en Hongrie », autrement dit, afin de créer une presse totalement inféodée au futur pouvoir. Le malheur, pour eux, est qu'il s'agissait d'un piège, la jeune dame n'étant d'ailleurs pas russe mais lettonne. Les deux dirigeants néofascistes ont prétexté avoir (trop) parlé sous l'emprise de l'alcool et avoir voulu séduire leur interlocutrice, mais le mal était fait. Tous les deux ont démissionné en urgence. Le FPÖ risque désormais de payer les pots cassés, aux élections européennes, mais probablement aussi aux législatives en Autriche qui pourraient avoir lieu début septembre 2019. Il faut toutefois craindre que ce scandale ne remette pas en cause l'avancée de l'extrême droite dans les autres pays de l'Union européenne et du continent, où des partis d'extrême droite participent au gouvernement entre autres en Norvège, en Italie et en Bulgarie. Ils constituent, encore et toujours et malgré leurs « accidents de parcours », un ennemi à combattre sans relâche.

Bertold du Ryon



MAROC L'eau ne bout plus mais brûle encore

Après avoir suspendu leur grève le 26 avril, les enseignantEs contractuels du Maroc maintiennent leur revendication : la titularisation au statut général de la fonction publique. Ces contractuelEs étaient en grève depuis le 4 mars.

Le choix du Maroc de réduire les dépenses publiques d'éducation et d'aller vers un poids croissant du secteur privé date des années 1980, avec les programmes d'ajustement structurel du FMI. Un coup d'accélérateur au développement de l'enseignement privé a été mis à partir de 2000 : incitations fiscales, partenariats public-privé. En 2018, 14% des élèves sont scolarisés dans le privé, quatre fois plus qu'en 2008. Les inégalités scolaires ont explosé, y compris au sein du secteur privé, en grande majorité à but lucratif. Il y a les écoles privées qui servent à la reproduction sociale de la bourgeoisie, comme les écoles françaises. Et il y a des écoles privées de mauvaise qualité qui ne servent que de porte de sortie à l'enseignement public, en saignant à blanc les familles populaires qui peuvent y laisser la moitié d'un salaire.



Grève illimitée

En 2016, l'éducation publique est au bord de l'implosion, avec des classes pouvant atteindre 70 élèves. Le gouvernement décide alors d'embaucher des enseignantEs, mais presque exclusivement en CDD. En 2019, il y a désormais 55000 contractuelEs, quasiment pas formés, sur 240000 enseignantEs. Dès 2017, ces enseignantEs contractuels se sont organisés en une coordination nationale (CNEC), à laquelle ont été éluEs des déléguéEs de toutes les régions, pour obtenir leur titularisation. Plusieurs grèves sont organisées.

En février 2019, les académies ont tenté d'imposer aux profs contractuels la signature d'une annexe au contrat qui entérine leur précarité. Les salaires des récalcitrantEs ont été suspendus. Cela a déclenché une première grève du 19 au 22 février, et une grande manifestation nationale le 20 février. Cette dernière a été un succès, les enseignantEs titulaires y participant également. Les slogans dépassaient largement le seul problème de l'éducation. D'où l'appel de la CNEC à la grève illimitée à partir du 3 mars, suivie à près de 100%.

« Maroc à deux vitesses »

Le mouvement, qui génère des manifestations quasi-quotidiennes, a été extrêmement populaire car en écho au sentiment d'un « Maroc à deux vitesses » dans tous les domaines. Les profs titulaires ont fait plusieurs journées de grève majoritaire en soutien, les lycéenEs sont eux aussi descendus manifester. Et la répression brutale n'a pas entamé la détermination. Le gouvernement a tout essayé pour mettre fin au mouvement : promesses, intimidations, manœuvres d'isolement avec la bureaucratie syndicale. La grève a été cassée par l'emploi massif d'intérimaires, qui a conduit la CNEC à suspendre la grève. Des discussions avec le ministre ont été ouvertes, ce que ce dernier refusait jusque-là, mais pas de quoi satisfaire les contractuelEs, qui n'exercent plus assez de pression. Des appels intersyndicaux à des journées de grève dans l'éducation ont pris le relais ce mois de mai, qui ne rencontrent pas le même succès pour l'instant. Les contractuelEs restent organisés et n'abandonnent pas leur combat. Après les Hirak (mouvements) dans le Rif et ailleurs, après les mouvements des lycéenEs et la colère des bidonvilles démolis de Casablanca, puis maintenant l'éducation, le régime peut bien casser les grèves et embastiller celles et ceux qui lui tiennent tête, il ne peut plus dormir sur ses deux oreilles.

Bilal Malik

ÉTATS-UNIS IVG: « I can't believe I still have to protest this shit »

Retour sur la bataille politico-juridique en cours pour l'avortement aux États-Unis.

Cette année, quatre États ont voté l'interdiction de l'avortement à partir de 6 semaines de gestation, avec ou sans exception en cas de viol ou d'inceste : le Kentucky, le Mississippi, l'Ohio et la Géorgie. Le 14 mai, l'Alabama votait carrément l'interdiction nette de l'IVG, sauf en cas d'urgence vitale pour la mère ou d'anomalie létale du fœtus. Certains États avaient déjà voté par le passé de telles interdictions, mais depuis le début de l'année 2019, les anti-IVG mènent une offensive sans précédent avec plus de 250 propositions de loi déposées un peu partout. Comment expliquer cette soudaine offensive ?

Des lois pour le moment inefficaces, mais...

En 1973, la Cour suprême rend un arrêt fondateur pour le droit à disposer librement de son corps, appelé *Roe vs Wade*, protégeant le droit à l'avortement jusqu'à 24 semaines, soit le moment où le fœtus devient théoriquement « viable ». Ainsi, même si une loi anti-IVG passe au niveau d'un État, une plainte dans un tribunal fédéral doit suffire à la rendre inefficace, puisqu'elle entre en contradiction avec la décision de

la Cour suprême et que les tribunaux sont tenus de la suivre. Sauf que... le droit n'étant pas un arbitre neutre au-dessus du monde social, les choses ne sont malheureusement pas si simples, et l'avenir s'assombrit à mesure que les conservateurs gagnent du terrain tant idéologique qu'électoral. Pour que la Cour suprême réévalue *Roe*, il faut d'abord remettre l'avortement au centre du débat national et, si possible, que des cours intermédiaires tranchent en faveur des lois anti-IVG malgré *Roe*. C'est pourquoi les pro-life multiplient les propositions de loi. Mais pour cela, il faudrait des juges qui soient prêts à le faire. Or, deuxième point important, depuis l'arrivée de Trump au pouvoir, le rapport

de forces dans les tribunaux évolue avec une présence de plus en plus grande de juges pro-life. Surtout, Trump a récemment nommé 2 juges (sur 9) à la Cour suprême, radicalement anti-IVG, bouleversant l'équilibre interne. Tout repose maintenant sur un juge républicain qui est pro-life mais pour la stabilité juridique, et s'est ainsi pour le moment prononcé contre la remise en cause de *Roe*.

Bataille autour de la définition de la vie humaine

Enfin, il faudrait un nouvel argumentaire sur lequel cette nouvelle décision de justice pourrait se baser. D'où l'importance de l'introduction, dans les propositions de loi, des élaborations éthiques autour de la vie

humaine. Deux victoires importantes sur ce terrain ont été gagnées par les pro-life.

D'une part, la généralisation du modèle de loi basé sur l'interdiction de l'IVG (« Heartbeat Bill ») à partir de l'apparition du « battement de cœur du fœtus » vers 6 semaines. Les pro-life s'appuient désormais sur l'idée que la vie humaine apparaîtrait à ce moment-là. Dans les faits, il s'agit d'une vibration des tissus, et à ce stade l'embryon n'a ni cerveau, ni moelle épinière, ni visage... D'autre part, la reconnaissance dans certaines lois du fœtus comme une « personne naturelle » ayant des droits. Conséquence directe : l'avortement devient un assassinat. Alors que, jusqu'à présent, les lois n'avaient pas passé de mesure condamnant les auto-avortements, désormais on pourrait être poursuivie pour meurtre avec préméditation si on auto-avorte, si on se rend dans un État voisin où l'IVG est légale, et les États pourraient même mener des enquêtes sur les fausses couches pour savoir s'il s'agit d'une « vraie » fausse couche ou d'une IVG masquée (sachant que près d'une grossesse sur quatre débouche, en moyenne, sur une fausse couche)...

La bataille est en cours, apportons notre solidarité internationaliste et féministe par tous les moyens possibles et battons-nous ici pour préserver nos droits ! Mon corps, mon choix !

Louise Roc

L'ALABAMA INTERDIT L'AVORTEMENT



SOUDAN LE RÉGIME MILITAIRE NÉGOCIE SOUS LA PRESSION POPULAIRE

Depuis le 6 avril, des milliers de SoudanaisES campent chaque jour devant le QG de l'armée dans la capitale Khartoum pour demander le transfert du pouvoir à une administration civile.

Après une phase de tensions et de suspension des discussions, durant laquelle des hommes armés ont tiré sur les barricades des manifestantEs, les négociations ont repris dimanche 19 mai entre militaires et civils. Les manifestantEs avaient décidé de bloquer la ville, en réponse aux attaques de milices proches du président déchu, Omar el-Béchir, qui ont déjà fait de nombreux mortEs et blesséEs.

« Pour écraser le "sit-in", les militaires devraient tuer un nombre important de gens, ce n'est plus possible. C'est la raison pour laquelle il faut trouver un accord », explique Rashid Saeed Yacoub de la Sudanese Professionals Association, cité par *le Monde*. Le grand soulèvement du peuple soudanais est ainsi arrivé à un carrefour. Les masses sont-elles simplement en train de couper la tête du régime ou vont-elles le déraciner ?

Le régime militaire au pied du mur

L'opposition et les militaires s'étaient déjà entendus sur plusieurs points avant la suspension des négociations : la durée de la période de transition (trois ans) et la création d'un Parlement composé de 300 personnes, dont les deux tiers seraient issus de l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC). Mais la tension dans les rues de Khartoum est montée d'un cran, tandis que de nouvelles discussions sont en cours entre civils et militaires, avec l'objectif de mettre en place un futur gouvernement de transition dont serait exclue l'ex-formation d'el-Béchir, le Parti du Congrès national (NCP). Après seulement, des élections pourront être organisées.

L'opposition unifiée au sein de l'Alliance pour la liberté et le changement exige la présence de huit civils et trois militaires au sein du Conseil souverain, une institution-clé de la transition qui doit se substituer au Conseil militaire pour une période de trois ans, avant la tenue d'élections. Les généraux souhaitent selon lui avoir sept militaires et quatre civils.

Un régime militaire appuyé par les milices religieuses

Aujourd'hui, le général Hemedti, numéro 2 du régime militaire et responsable des milices génocidaires janjawids, a tout intérêt, au même titre que son numéro 1

le général el-Burhane, à être au pouvoir et à y rester. S'ils perdent la protection du Conseil militaire, ils se trouveront en grand danger, du côté du processus de justice intérieure mais aussi face à la Cour pénale internationale. Hemedti représente l'héritage direct des 30 ans du régime de Béchir, lui-même produit d'une alliance entre l'armée et les Frères musulmans, unique ailleurs dans le monde arabe. Quand une nouvelle guerre a éclaté au Darfour en 2003, Bachir a été convaincu que le fait de transformer une jeunesse radicalisée arabe en milices lui permettrait de gagner. Mais en créant les janjawids et en les renforçant sans relâche sous Hemedti, le régime soudanais a créé un monstre qu'il ne peut pas contrôler et qui représente une menace pour la sécurité non seulement du Soudan, mais également de ses voisins régionaux.

Avec le « processus de Khartoum », signé en novembre 2014, l'Union européenne a décentralisé sa lutte contre l'immigration illégale. Cette gestion des frontières a permis de renforcer les Forces de soutien rapide, constituées de... combattants des milices janjawids. Avec la chute de l'ancien régime, il est désormais possible qu'une véritable coopération entre l'Union européenne et le Soudan se mette en place. Une coopération par ailleurs demandée par Hemedti à plusieurs reprises ces dernières années, puisque les milices janjawids sont largement impliquées dans le contrôle des frontières.

Perspectives

Mais pendant ce temps, la mobilisation se poursuit. Dans certains endroits, et sans attendre l'invitation de la Sudanese Professionals Association, des travailleurEs et des fonctionnaires se mobilisent dans leurs usines et leurs bureaux pour exiger des contrats à durée indéterminée, des syndicats indépendants renaissent et expulsent des cadres de l'ancien régime dans leurs lieux de travail. La Sudanese Professionals Association a avancé lors des dernières semaines la proposition d'une grève générale afin de faire aboutir ses objectifs. Face à l'intransigeance du régime et à la menace d'une répression généralisée de l'armée et des milices, cette perspective devient de plus en plus une nécessité immédiate, voire une question de vie ou de mort pour la révolution soudanaise.

Romain Prunier



Contrairement aux analyses en vogue lors des soulèvements arabes de l'hiver 2010-2011, c'est bien à un processus durable de contestation de l'ordre régional que nous assistons depuis lors. En témoignent les mouvements populaires en cours en Algérie et au Soudan qui, s'ils sont bien évidemment portés par des singularités nationales, s'inscrivent dans le cycle, ouvert il y a maintenant plus de 8 ans, de remise en cause d'un système régional de domination et de ses déclinaisons locales.

À l'échelle de la région, on assistait jusqu'à très récemment, notamment depuis 2013, à une contre-offensive et une polarisation réactionnaires entre, d'une part, anciens régimes et, d'autre part, intégrisme islamique dominé par les Frères musulmans. Cela avait posé une chape de plomb sur les aspirations des soulèvements de 2010-2011, les politiques des puissances régionales et internationales contribuant en outre à alimenter cette polarisation. Mais cette contre-offensive réactionnaire, incapable d'éteindre l'incendie régional, n'a pas été en mesure de stabiliser la situation et de produire un « nouvel ordre » consolidé et un tant soit peu légitime. Les mobilisations se sont poursuivies, avec plus ou moins d'intensité et de succès, confirmant qu'un nouvel espace s'était ouvert pour des mouvements de contestation politique et sociale d'ampleur, et que la brèche était loin de s'être refermée. Et aujourd'hui, les soulèvements au Soudan et en Algérie témoignent que, sans verser dans un optimisme excessif et en tirant les leçons des récentes défaites, l'espoir est permis.



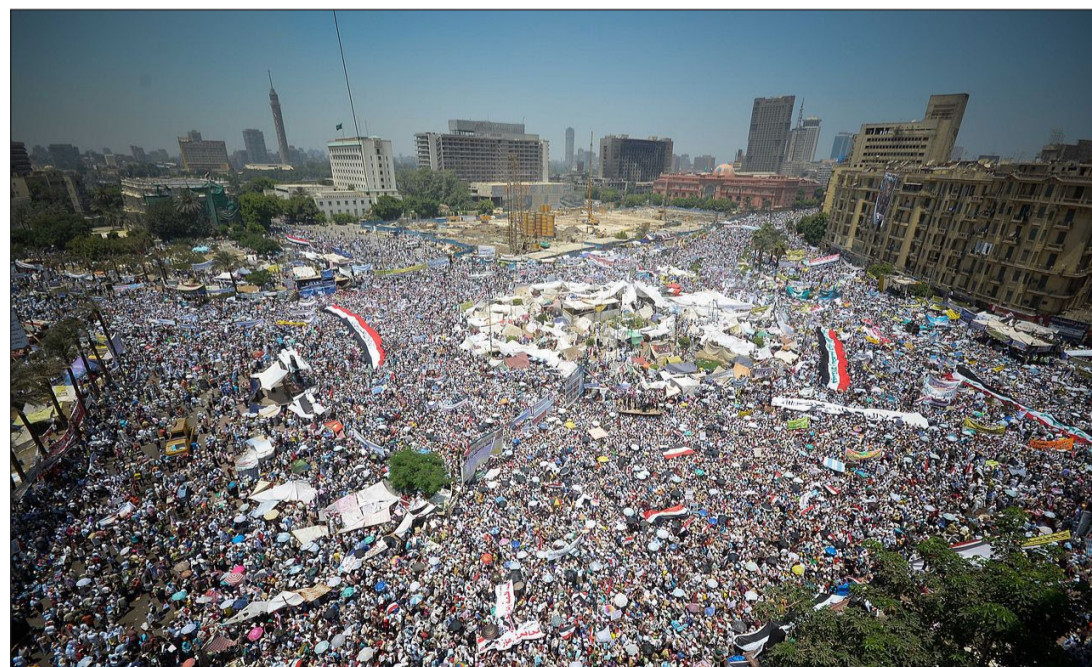
UN SECOND SOULÈVEMENT ARABES ?

« IL N'Y AURA PAS DE STABILISATION DE LA RÉGION ARABE SANS UN CHANGEMENT RADICAL DES CONDITIONS SOCIALES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES »

Au Soudan et en Algérie, nous assistons à deux vagues de protestations de masse d'une ampleur comparable à celle des révoltes qui ont éclaté en 2011. À l'époque, on qualifiait ce soulèvement de « printemps arabe ». Par conséquent, dans les médias grand public, se sont multipliés les commentaires posant une question : sommes-nous au beau milieu d'un nouveau printemps arabe ?

« Processus révolutionnaire de longue durée »

En réalité, les soulèvements dans ces deux pays (Algérie et Soudan) sont le produit de ce que j'ai appelé un processus révolutionnaire de longue durée qui a commencé en 2011 pour toute la région arabo-phonie. La cause principale en est le blocage social et économique provoqué par la combinaison du néolibéralisme soutenu par le FMI et des systèmes politiques autoritaires pourris qui l'imposent dans tout le Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Ce blocage engendre des problèmes sociaux d'ordre systémique, dont le plus important est l'énorme chômage des jeunes. Le blocage produit de nombreuses autres récriminations, plaintes profondes parmi les populations



Place Tahrir au Caire, juillet 2011. WIKIMEDIA COMMONS

de la région ; ce qui continue de provoquer des soulèvements. Au Soudan, le déclencheur de la révolte a été l'augmentation du prix du pain [de 1 à 3 livres, en décembre 2018] après que l'État eut coupé les subventions suite aux exigences du FMI. En Algérie, la cause immédiate est d'ordre politique. Le régime algérien a tenté d'obtenir un cinquième mandat

pour Abdelaziz Bouteflika bien qu'il fût semi-paralysé, suite à une attaque cérébrale, depuis six ans. Cette décision a heurté les aspirations démocratiques de la population. Ainsi, encore une fois, les récriminations économiques et politiques sont à l'origine d'une autre vague de révoltes populaires comme celles que nous avons vues en Tunisie,

en Égypte, en Libye, au Yémen, au Bahreïn et en Syrie en 2011. Cela confirme qu'il était erroné de considérer ces soulèvements comme un « printemps » qui, tout comme la saison, durerait quelques mois et se terminerait par de simples changements constitutionnels, ou par un échec. En réalité, nous sommes encore au milieu d'un processus révolutionnaire à long



UFFLE MENTS

BOPHONE CIALES,

terme né de la crise structurelle très profonde de la région. Cela signifie qu'il n'y aura pas de stabilisation de la région arabophone sans un changement radical des conditions sociales, économiques et politiques qui ont produit ce blocage du développement. Tant que cela ne se produira pas, la crise se poursuivra et nous assisterons à plus d'explosions, de mobilisations et d'offensives contre-révolutionnaires.

«Dialectique révolution/ contre-révolution»

Si nous regardons les années qui ont suivi la première vague de soulèvements de 2011 à 2013, nous avons eu six années dominées par la contre-révolution. La contre-révolution a pris diverses formes, mais a conduit soit à la consolidation des anciens régimes, soit à la dégénérescence en guerre civile et au chaos. Les monarchies du Golfe ont repoussé la révolte à Bahreïn très tôt. Le régime syrien a pour l'instant gagné sa brutale campagne contre-révolutionnaire soutenue par l'Iran et la Russie. L'ancien régime est revenu au pouvoir en Égypte avec une politique de brutale vengeance. Et des guerres civiles ont éclaté en Libye et au Yémen entre des forces tout aussi

réactionnaires avec l'intervention criminelle du royaume saoudien et des Émirats arabes unis (EAU). Dans le même temps, des volcans sociaux continuent d'entrer en éruption dans toute la région parce que les anciens régimes ne peuvent offrir aucune solution aux doléances du peuple. Nous avons donc eu d'importants mouvements sociaux ces dernières années dans toute la région, de la Tunisie – qui a entamé tout le processus de soulèvement en décembre 2010 et qui a connu plusieurs poussées sociales depuis lors – jusqu'au Maroc [voir page 5, NDLR] et en Irak, en passant par le Soudan et la Jordanie et – au-delà des pays arabes – jusqu'en Iran. Cela ne devrait pas nous surprendre. Comme tous les processus révolutionnaires à long terme de l'histoire l'ont montré, il y aura une dialectique révolution/contre-révolution tant que les principaux problèmes politiques et économiques n'auront pas été résolus. Sans cela, nous risquons d'avoir de plus en plus de désordres, de chaos et de tragédies.

«Extrême méfiance à l'égard du risque de violences et de guerre civile»

Les forces politiques ont tiré deux grandes leçons des expériences passées. On le voit dans leur insistance sur le caractère non-violent du mouvement. Ils sont très soucieux d'éviter de faire quoi que ce soit qui donnerait à l'État l'occasion d'utiliser toute la panoplie de ses moyens répressifs contre eux. La première vague de révoltes a été très enthousiaste à ce sujet. Ils et elles ont toutes lancé le slogan «*silmīyya, silmīyya, silmīyya*», qui signifie «pacifique, pacifique», même en Syrie. Toutes ont tenté de s'en tenir à des moyens non-violents. La violence a été déclenchée partout, sans exception, par les régimes eux-mêmes. Bien sûr, face à une escalade qualitative de la violence étatique, le mouvement de masse n'a plus que deux options : l'une est d'abandonner la lutte et l'autre de se défendre.

Les guerres civiles ont attiré des interventions étrangères de toute sorte. En Libye, l'intervention étrangère des États-Unis et de leurs alliés s'est effectuée en faveur des insurgés dans une tentative de cooptation de leur lutte. Il en a résulté que c'est le seul État arabe qui s'est complètement effondré à cause de la victoire des insurgés. C'est parce que toute la machine d'État était organiquement liée à Mouammar Kadhafi et à sa clique. Sous un autre angle, en Syrie, l'intervention étrangère – principalement de l'Iran, de ses agents, et de la Russie – s'est effectuée en faveur du régime. Elle a permis au régime de Bachar al-Assad de survivre, de commettre de terribles massacres et de détruire des pans entiers du pays. L'ampleur des atrocités a été bien pire en Syrie que dans tout autre pays jusqu'à présent. Même le Yémen vient au deuxième rang pour ce qui est de l'ampleur de la tragédie. Là, l'intervention étrangère est menée par le royaume saoudien et les Émirats arabes unis du côté d'un camp contre-révolutionnaire s'opposant à l'alliance de deux autres forces contre-révolutionnaires.

À la lumière de ces tragédies, les nouveaux mouvements de masse se sont montrés extrêmement méfiants à l'égard de ce risque de violences et de guerre civile soutenue par l'étranger. Ils en tiennent donc largement compte. Dans un sens, ce qui est le plus étonnant, c'est que les Algériens et les Soudanais ES

aient commencé leur révolte, tout en ayant à l'esprit les conséquences tragiques qu'ils ont vues dans d'autres pays. Les régimes de toute la région ont utilisé ces résultats tragiques comme un nouvel argument contre-révolutionnaire puissant pour dissuader leurs peuples de se lever. Le régime algérien a explicitement averti le mouvement de masse qu'il risquait un scénario syrien. Mais cela n'a pas suffi à dissuader les gens de descendre dans la rue et de se battre pour leurs aspirations et leurs revendications.

«Le commandement militaire n'est pas un allié»

La deuxième leçon que les militantEs soudanais et algériens ont tirée est que le commandement militaire n'est pas un allié. C'est ce qu'ils ont appris de l'expérience de l'Égypte, dont le type d'État est le plus semblable au leur. Ces États ont en commun le fait que les militaires contrôlent le pouvoir politique. Les forces armées ne sont pas seulement l'épine dorsale répressive de l'État, ce qui est commun à tous les États, mais le centre de gravité du pouvoir politique.

Les Soudanais ES et les Algériens ont vu comment l'armée avait destitué le président égyptien Hosni Moubarak en 2011, dans le contexte du soulèvement, pour ensuite rétablir l'ancien ordre à la première occasion. Ainsi, lorsque les militaires ont écarté Bouteflika en Algérie et Béchir au Soudan, le mouvement populaire savait que ce n'était pas suffisant. Il a compris que la destitution du président et de ses acolytes n'était que l'élimination de la pointe de l'iceberg, que la masse de l'iceberg – ce que les gens appellent l'État profond –, composée surtout du complexe militaro-sécuritaire, est toujours en place et que tant que le pouvoir reste entre ses mains, le régime ne connaîtra pas sa fin.

Même lorsque les militaires ont abandonné le contrôle du chef de l'État pendant un an en Égypte, ils préparaient activement leur retour. Et dès qu'ils en ont eu l'occasion, ils ont organisé un coup d'État contre le président élu des Frères musulmans, Mohamed Morsi, et sont revenus au pouvoir politique avec le couronnement d'Abdel Fattah al-Sissi. Le régime est tellement autoritaire maintenant qu'il a fait regretter aux ÉgyptienEs le dictateur précédent, Moubarak ! Ainsi, les mouvements au Soudan et en Algérie ont tiré la leçon qu'il faut se débarrasser de l'État profond. Vous pouvez voir la différence entre la réaction du soulèvement égyptien face à l'écartement par les militaires de Moubarak et la réaction des mouvements soudanais et algériens face à l'expulsion similaire de leurs dictateurs. En Égypte, les gens pensaient que c'était la victoire et quittaient les places après avoir célébré l'événement. Mais en Algérie et au Soudan, les gens disent que ce n'est pas assez et ils continuent à manifester.

Ils et elles veulent se débarrasser de tout le régime, pas seulement de quelques personnes au sommet. Se débarrasser du régime, c'est redonner le pouvoir politique à la société civile par des moyens démocratiques, y compris des élections et l'octroi de droits. L'abandon complet du pouvoir par les militaires est ce sur quoi le mouvement populaire insiste dans les deux pays.

Extrait de «The Long Arab Spring», entretien d'Ashley Smith avec Gilbert Achcar, publié par *Jacobin* le 18 mai. Traduction à l'Encontre. Version longue en ligne sur <https://npa2009.org/idees/international/le-long-printemps-arabe-et-la-place-actuelle-des-soulevements-en-algerie-et-au>

ALGÉRIE UNE NOUVELLE CONSTITUTION POUR UN NOUVEAU SYSTÈME



La soulèvement algérien, qui s'est déclenché en mars dernier suite à l'annonce d'un 5^e mandat de Bouteflika, se prolonge malgré le retrait de ce dernier. Il faut dire que c'est bien la question d'un changement de système qui est posée par le mouvement populaire, et non d'un simple changement de personnel politique.

À la différence d'une révision constitutionnelle décidée par le chef de l'État, élaborée par un groupe d'experts puis adoptée par le Parlement avant d'être ratifiée par référendum (art. 208 de la constitution actuelle), l'Assemblée constituante est une assemblée élue ou bien désignée, mais dont la mission est d'élaborer et rédiger un projet de constitution qui sera soumis à adoption/ratification. Le plus important n'est pas dans cette caractéristique, mais dans le processus constituant lui-même. La Constituante intervient toujours dans un contexte particulier de l'histoire d'un pays (guerre d'indépendance, révolution, coup d'État, guerre civile). La révolution populaire en cours exige la fin du système politique en place. Or, la Constitution actuelle est le socle juridique sur lequel est bâti le système. Pour mettre en place un nouveau système, il va donc falloir élaborer une nouvelle Constitution.

Qui va élaborer la nouvelle Constitution ?

Cette Constitution serait élaborée par une assemblée souveraine représentative des aspirations démocratiques et sociales des forces sociales qui sont le fer de lance de cette révolution, c'est-à-dire des masses populaires, celles qui sont réellement intéressées et mobilisées pour faire partir le système. Celles qui sont écrasées, brimées, muselées, appauvries, poussées à l'exil, etc. Ce sont les travailleurEs, les chômeurEs, les étudiantEs, les jeunes, les femmes, les retraitéEs, certaines catégories libérales, les artisanEs et les commerçantEs écrasés par les impôts, bref c'est le petit peuple qui trime mais dont la richesse produite est captée par une minorité de nantis, tapis à l'intérieur du pouvoir ou évoluant à sa périphérie.

Comment éviter les expériences tunisienne et égyptienne ?

Comment éviter que le peuple ne soit dépossédé de sa révolution par des forces bourgeoises, libérales ou conservatrices, qui surfent sur la révolution en cours et qui se

sont même redéployées à l'intérieur du mouvement de masse ? En Tunisie comme en Égypte, certes les deux chefs d'État ont été chassés, mais les pouvoirs et les régimes sont restés. En Tunisie c'est Mohamed Ghannouchi, chef de gouvernement sous Ben Ali, qui a tenté de réorganiser le pouvoir avant d'être renversé par la mobilisation populaire. Mais c'est un cacique du régime, Béji Caïd Essebsi, qui a organisé les élections pour l'assemblée constituante dans un contexte où les islamistes d'Ennahda étaient la force politique la plus organisée. Ce sont donc les islamistes qui ont eu la majorité relative. Avec d'autres forces bourgeoises, ils ont élaboré une constitution qui ne reflétait aucunement les intérêts des masses qui ont fait la révolution. En Égypte, c'est l'armée qui a pris le pouvoir, qui a encouragé les islamistes (Frères musulmans) à capter le mécontentement de la population, avec au bout une victoire aux élections législatives et présidentielle. Ce sont ces institutions qui ont désigné plus tard une assemblée constituante, qui a élaboré une Constitution renforçant les références à la charia. Dans les deux cas, il n'y a pas eu de processus constituant, les masses en étant totalement exclues. L'opération s'est réduite à des élections dans le style classique des législatives, dominées par les partis bourgeois en costume ou en djellaba. Résultat des courses : des constitutions qui s'inscrivent dans la continuité des régimes décriés et qui tourment le dos aux aspirations du peuple et ce pourquoi se sont déclenchées les révolutions.

Lien avec la mobilisation des masses populaires

La leçon à retenir, c'est qu'il faut maintenir la pression jusqu'au départ du système. La prochaine étape dans cette bataille est de faire échouer la feuille de route que veut nous imposer l'état-major de l'armée, c'est-à-dire l'élection présidentielle du 4 juillet prochain. Le mécanisme dont dispose la révolution en cours pour faire partir ce système, c'est la mobilisation générale appuyée par une grève générale.

Parallèlement, nous devons nous auto-organiser pour consolider la révolution, faire face aux velléités de répression et nous préparer à la phase suivante. Une fois dissoutes les institutions actuelles, il s'agira de mettre en place un gouvernement provisoire totalement acquis à la révolution en cours. Le processus constituant connaîtra une intense activité d'auto-organisation et d'élaboration, qui culminera dans l'élection des représentants qui exprimeront le mieux les aspirations démocratiques et sociales des masses populaires. Une large publicité devra être assurée aux travaux de l'Assemblée constituante. Pendant les débats préparatifs à la Constituante, les citoyenEs donneront un contenu explicite aux mots d'ordre et aux slogans scandés dans les marches, aux aspirations démocratiques et sociales. La souveraineté du peuple suppose également le contrôle et la révocabilité des éluEs. En définitive, nous devons remettre la démocratie sur ses pieds et donner le pouvoir à la majorité du peuple.

Transformation de la majorité sociale en majorité politique

Il convient donc d'envisager la Constituante non pas comme la solution consensuelle pour mettre fin à la crise du régime, mais comme une perspective de lutte du plus grand nombre contre la minorité de nantis et leur régime néolibéral. Elle est une perspective de transformation de la majorité sociale en majorité politique. Elle doit traduire en langage juridique la mobilisation actuelle contre l'oligarchie, le libéralisme, la corruption, et pour la volonté populaire, la souveraineté nationale, les droits des femmes, le contrôle populaire, la démocratie, bref les aspirations démocratiques et sociales de l'écrasante majorité du peuple. Sa dynamique peut faire surgir les contradictions entre les classes. La Constituante est donc une perspective de rupture avec le régime néolibéral autoritaire qui pourrait ouvrir la voie vers une révolution permanente.

Hocine Mîs n Tmurt

Version longue sur : <https://www.pst-algerie.org/discussion-sur-la-constituante/>

GRANDS PROJETS INUTILES

EuropaCity : le combat continue !

Le 12 mars 2019, l'annulation du plan local d'urbanisme (PLU) de Gonesse a marqué une étape importante dans la lutte pour sauver les 300 hectares de terres fertiles au nord de Paris menacés de destruction par EuropaCity (500 boutiques, une piste de ski artificielle, des hôtels de luxe) et une vaste zone de bureaux. Mais la lutte contre ces projets aberrants est loin d'être gagnée.

La menace plane toujours sur les terres agricoles depuis la délivrance d'un permis de construire pour la gare, promise par le gouvernement au groupe Auchan, à l'origine du projet. La construction de cette gare au beau milieu des champs, à 1,7 kilomètre des premières habitations, reste donc d'actualité avec pour objectif, n'en doutons pas, de desservir un jour le méga-complexe d'initiative privée cher au gouvernement et au maire PS de Gonesse. Coût estimé de la gare : 300 millions d'euros, pour un démarrage de chantier annoncé dès le mois de novembre 2019.

Projet alternatif

Il était donc urgent de se mobiliser contre EuropaCity et sa gare. C'est ce que nous avons fait en répondant à l'appel du Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG) à participer à la 3^e fête des Terres de Gonesse, au cours du week-end des 18 et 19 mai. Nous étions plusieurs centaines, sur les terres à protéger, pour exiger l'abandon du projet et défendre à sa place le projet alternatif CARMA (Coopération pour une ambition agricole, rurale et métropolitaine d'avenir), ambitieux programme de transition écologique. Le dimanche après-midi une trentaine de personnalités ont exprimé les raisons de leur rejet du projet, parmi lesquelles des représentantEs d'autres collectifs en lutte, des éluEs, des membres d'associations et des représentantEs de partis (Yannick Jadot pour EÉLV, Benoit Hamon pour Génération-s, Ian Brossat pour le PCF, Clémentine Autain pour la FI, Delphine Batho pour Génération écologie) et Christine Poupin pour le NPA. Notre camarade a réussi l'exploit d'éviter les gouttes du terrible orage qui a suivi son intervention et à exposer en deux minutes la nécessité de combattre tous les projets inutiles et destructeurs, de développer les liens entre les combats écologiques et les combats sociaux, tels que les portent les Gilets jaunes et de s'appuyer sur l'espoir que font naître les mobilisations en cours pour la préservation du climat (notamment celles de la jeunesse), contre le système capitaliste et contre les capitalistes qui feront toujours passer leurs profits avant nos vies. Un beau week-end de lutte qui redonne confiance et nous encourage à poursuivre le combat !

Correspondants à Garges-lès-Gonesse

52^e CONGRÈS DE LA CGT

La direction confédérale contient les opposantEs

Retour sur le 52^e congrès de la CGT, qui s'est tenu à Dijon du 13 au 17 mai.

Le congrès confédéral était le premier à se tenir après la rétrogradation au second rang de la CGT dans la mesure de la représentativité. Même si ce résultat n'a pas bouleversé les rapports de forces sur le terrain, notamment dans les mobilisations, il rend visible une érosion aux causes multiples, dont la désagrégation des repères collectifs de classe et la casse de l'industrie lourde où la CGT était particulièrement implantée. Un affaiblissement confirmé par la baisse du nombre d'adhérentEs à 653 000 (- 43 000 entre 2012 et 2017).

Premier congrès également depuis la mise en place des lois El Khomri et du code du travail Macron. Si les effets n'en sont pas encore complètement connus, cela a d'ores et déjà conduit à un accaparement des équipes syndicales dans le cadre des négociations de mise en place de CSE, qui accentue le repli sur l'entreprise au détriment de l'interprofessionnel. Reste à mesurer les conséquences sur l'activité syndicale à long terme avec également la perte des moyens des CHSCT. Un congrès dans le contexte d'une mobilisation prolongée des Gilets jaunes, qui met en lumière, entre autres, les faiblesses d'implantation des organisations syndicales hors des grandes entreprises et en zone rurale.

Dernier élément, et pas des moindres : la recherche de compétitivité internationalisée justifie la déclinaison « macronienne » du libéralisme autoritaire qui pense pouvoir se passer des corps intermédiaires en général et des organisations syndicales



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

en particulier. De fait, c'est la capacité des syndicats à organiser et gagner des batailles qui est en question.

Les réponses de la direction confédérale

Si, depuis une décennie, les directions confédérales successives font le constat de l'affaiblissement de la CGT, les réponses proposées s'inscrivent dans une certaine continuité, dans le déni d'erreurs dans les orientations et les modalités d'action, avec une panne de projet politique depuis la prise de distance avec le PCF et l'affaiblissement de ce dernier. Ainsi il faudrait recruter massivement et combler les déserts syndicaux pour pouvoir combattre réellement les plans patronaux et gouvernementaux, sans expliquer comment faire adhérer sur une ligne qui fait perdre toutes les batailles.

Ses substituts, le « Nouveau statut du travail salarié » et la « Sécurité sociale professionnelle », imaginés depuis 2006 pour répondre aux vagues de licenciements et à la précarisation des emplois,

ne sont pas réellement pris en charge par les syndicats. Malgré un large déploiement de brochures, formations, remises à l'ordre du jour de chaque congrès, ces élaborations restent entre les mains de pseudo-spécialistes et sont fortement contestées par les structures combattives qui y voient une preuve de l'adaptation de la CGT aux réalités du monde capitaliste. Une contestation malheureusement repoussée lors de ce congrès notamment au travers du refus d'amendements proposant des mots d'ordres clairs et combattifs autour de l'interdiction des licenciements.

Une deuxième réponse est proposée au travers de la question de l'unité syndicale. Le « syndicalisme rassemblé », comprendre l'alliance avec la CFDT sur des revendications peu claires, mis partiellement à l'écart lors du congrès précédent et du texte d'orientation initial, est revenu à la surface dans le texte final. Ce n'est qu'après un forcing suscitant des remous que les amendements visant à sa suppression ont été officiellement rejetés. Enfin, la troisième piste, les restructurations internes à la CGT pour une meilleure « offre » syndicale face au monde du travail d'aujourd'hui, continuent à susciter un refus organisé par de nombreuses structures. C'est ainsi que, devant le risque d'un échec lors du passage au vote,

la direction a repoussé la proposition de renforcement des comités régionaux censés chapeauter politiquement les UL et les UD jugées incertaines car trop proches de la base.

Des contestations importantes

Faute de droit d'organisation dans les débats, les oppositions à la ligne confédérale affluent sur des thèmes et surtout des ambiances différenciées. Globalement, les interventions combattives, radicales, voir critiques sont plébiscitées à l'applaudimètre. La sélection, au travers du mode de mandatement des délégués avec le choix de 80 % de « primodélégués », produit un déroulement sensible à l'ambiance du moment, mais aussi à une (re) prise en main par les responsables de délégations lors des votes sensibles. Ainsi, si l'amendement proposant l'ajout de la Fédération syndicale mondiale (FSM), à la suite de la CES et de la CSI, comme organisations avec lesquelles la CGT doit « rechercher constamment l'échange et l'unité », a été adopté sans que les résultats exacts soient connus, l'ensemble des résolutions ont été adoptées avec environ 70 % de voix (60 % en prenant en compte les abstentions).

Le dernier enjeu visible concernant la composition de la Commission exécutive confédérale. Il illustre l'incapacité de la direction à accepter des ouvertures non complètement contrôlées, avec son refus de quatre candidatEs aux profils pourtant bien différents.

Le plus difficile est devant nous

Au total, tant sur les questions d'orientations que de structures ou de démocratie interne, la direction confédérale est dans l'incapacité de faire bouger les lignes. Le « légitimisme » et le conservatisme d'organisation frappent autant la confédération que les fédérations, voire certaines grosses structures d'entreprise ou territoriales, comme en témoigne le maintien d'une certaine méfiance par rapport aux Gilets jaunes. À l'inverse, de réelles évolutions sur les questions féministes, LGBT, ou l'antiracisme, voire l'écologie sont perceptibles.

L'Appel du congrès donne de ce dernier une vision « gauche » mais sans qu'un véritable calendrier de mobilisations, que ce soit sur les retraites, l'hôpital ou contre la répression, soit préparé.

Robert Pelletier

PSA POISSY Un procureur ose requérir six mois de prison avec sursis contre 9 salariés de l'usine

Différents établissements automobiles étaient représentés par des délégations significatives : de nombreux établissements PSA, mais aussi la CGT Renault Lardy, Renault Flins et Renault Cléon ainsi que Sud Renault Guyancourt. Une délégation de la CGT Ford Blanquefort s'était aussi déplacée. Il y avait également des délégations de cheminots de Saint-Lazare et d'autres entreprises où la répression patronale est forte.

« Absence d'éléments dans le dossier »

Outre l'avocate des salariés, Marie-Laure Dufresne-Castets, qui est intervenue en soulignant notamment

Plus de cent vingt personnes ont participé vendredi 17 mai au rassemblement de soutien aux 9 militants CGT de l'usine PSA de Poissy, poursuivis pour « séquestration et violence en réunion » après qu'un cadre les a accusés de l'avoir retenu dans son bureau en février 2017.



« l'absence d'éléments dans le dossier », il y avait aussi des représentantEs des organisations politiques appelant et

soutenant le rassemblement. Plusieurs ont pris la parole, notamment Lutte ouvrière avec Nathalie Arthaud, La France insoumise avec Marie Mesure, et le NPA avec Patrick Schweizer, qui a affirmé le soutien de notre parti aux salariés victimes de répression anti-syndicale. Le procureur a osé requérir six mois de prison avec sursis contre les salariés. Le jugement sera rendu le 28 juin prochain : la mobilisation continue !

Correspondant

SANTÉ

Urgences : rendez-vous à Paris le 25 mai !

Au collectif inter-urgences, la barre des 50 services en grève est franchie. Partout en France, de Brest à Mulhouse, d'Angers à Aix en Provence, de Besançon à Beauvais, de Lyon à Bordeaux, à Dieppe, Vienne, les grévistes adhèrent au Collectif qui organise une rencontre nationale, le samedi 25 mai, à Paris.

À l'origine de cette mobilisation initiée mi-mars à l'AP-HP, les coupes budgétaires, notamment dans la masse salariale. Ainsi les urgences, porte d'entrée de l'hôpital, sont privées de personnel, et la misère du monde y explose, mettant en danger les soignantEs qui n'arrivent plus à assurer la sécurité des soins.

Souffrance chez les infirmierEs

Le constat d'un observatoire lancé par des syndicalistes, pour objectiver la souffrance infirmière, est sans appel :

ÉDUCATION NATIONALE Parents et enseignantEs toujours mobiliséEs : vers la grève des examens ?

Les mobilisations dans l'éducation se poursuivent avec de grandes diversités de rythmes et d'intensité, ancrant de plus en plus profondément dans les consciences la compréhension de l'enjeu de s'opposer à l'ensemble des lois Blanquer. Mais la contradiction demeure : l'attaque globale contre le système éducatif nécessiterait une riposte centralisée et coordonnée. Or rien de tel n'apparaissant, les initiatives restent dispersées et ponctuelles.

L'année scolaire s'égrène, Blanquer joue la montre. Alors que parents, enseignantEs et chercheurEs ont méthodiquement disséqué et démonté ses projets, alors que les sénateurs remettent en cause un des articles de la Loi de l'école de la confiance les plus contestés par les enseignantEs du 1^{er} degré et que *le Monde* publiait, le 17 mai, une tribune pour expliquer « Il faut sauver le soldat Blanquer », ledit Blanquer persiste à dire qu'il appliquera ses réformes. Un ministre dont la légitimité s'est considérablement affaiblie, mais qui ne renonce pas tant qu'il n'y est pas contraint, un concentré de la situation du gouvernement Macron-Philippe.

Une semaine remplie d'initiatives

Entre l'Acte 26 des Gilets jaunes en défense du service public d'éducation (au cours duquel une enseignante a été interpellée pour avoir brandi une pancarte anti-Castaner et anti-Macron) et la manif nationale appelée par la FSU le samedi 18 mai, la semaine a été remplie d'initiatives : semaine d'action à Toulouse (avec blocage du rectorat le 14 mai, début de la discussion au Sénat), grèves au Havre et en région parisienne le 14 mai, journée école déserte dans plusieurs villes du 93 le 16 mai. Chaque fois ce sont des minorités qui se mettent en grève ou qui manifestent. De ce point de vue, la manifestation du 18 mai à Paris était significative. Avec un cortège des établissements mobilisés où, derrière chaque banderole d'établissement ou de ville, il y avait quelques personnes très dynamiques déterminées à se faire entendre et avec un cortège de la FSU qui aurait été une réussite pour la seule région parisienne, mais moins pour une mobilisation nationale, on avait une photographie de la situation. D'un côté, des syndicats qui ont encore des forces, mais qui ne les jettent pas dans la bataille ; de l'autre, des équipes qui se sont soudées depuis des semaines et des mois de mobilisation, qui reprennent aussi les slogans des manif Gilets jaunes, manière de montrer les convergences de revendications, mais qui ne parviennent pas à bousculer l'inertie des directions syndicales



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

ni à surmonter l'émiettement. La détermination à ne rien lâcher chez les unEs et les autres est aussi le produit d'un sentiment fort que la légitimité est du côté de celles et ceux qui refusent, car celles et ceux qui défendent les réformes de Blanquer ne sont pas en force, ni dans les salles des profs ni dans les réunions de parents.

Il y a le feu à la baraque

La question est finalement, à cette date, de savoir ce qui pourrait, dans un contexte d'instabilité politique que les résultats des élections européennes risquent de renforcer, permettre de renverser la table à laquelle Blanquer se cramponne. Face à l'urgence d'empêcher la mise en place d'un système éducatif qui

instaurerait la sélection sociale dès le CP, en la durcissant à chaque niveau de scolarité, avec le couronnement de Parcoursup qui liquidera le bac comme diplôme ouvrant à tout bachelier la possibilité d'une poursuite d'études librement choisie, il y a nécessité d'envisager des modes de mobilisation inhabituels. C'est pour cela que, dans le second degré, des enseignantEs ont posé, dans le SNES, la question de la grève le jour du bac de philo, et que des enseignantEs de lycées professionnels du 93 tentent d'organiser la grève des corrections des examens (BEP et Bac pro). La seule année où le bac n'a pu être organisé est 1968, et il s'agit d'une ultime forme d'action. Préparer la grève des examens, c'est engager une campagne d'opinion pour faire comprendre aux parents, aux élèves, à l'ensemble des enseignantEs qu'il y a le feu à la baraque, et qu'il s'agit de décider si on la laisse brûler ou si on vire les incendiaires.

Cathy Billard

RÉPRESSION Une victoire pour Micka et Victor!

Le lundi 20 mai, après 9 heures de séance, la section disciplinaire de l'Université Paris-Nanterre a délibéré : Victor et Mickaël, poursuivis en raison de leur participation à la mobilisation pour l'inscription des étudiantEs sans-facs à la rentrée de septembre, puis leur implication dans la grève contre la hausse d'inscription pour les étudiantEs étrangers, sont relaxés sur toute la ligne.

Cette victoire est le fruit d'une mobilisation très forte, menée par les étudiantEs de la fac, avec une très large solidarité à l'extérieur du campus. Le rassemblement organisé lundi midi, regroupant plus de 300 personnes, l'a clairement exprimé. Des soutiens de Rennes, Lille, Le Mans, des syndicalistes de la CGT Geodis, de SUD Poste 92, de Sud Rail Saint-Lazare, d'Info'Com CGT, de Sud Éducation, de la FSU, et de plein d'autres secteurs, ainsi que des soutiens politiques, dont notre camarade Olivier Besancenot, sont venus exprimer leur solidarité inconditionnelle avec Victor et Micka.

La mobilisation continue

La mobilisation se poursuit, contre les politiques antisociales de ce



HERMANN CLUCK

gouvernement et pour la relaxe de touTEs les poursuiviEs et l'amnistie de touTEs les condamnéEs. À commencer par Victor et Roga, étudiants à Nanterre, condamnés en octobre respectivement à 4 mois de prison avec sursis et à 6 mois de prison ferme ! Leur procès en appel aura lieu dans les prochains mois.

Des camarades de l'IEP de Rennes passeront bientôt en section disciplinaire pour des faits similaires. Des étudiantEs viendront depuis Nanterre pour les soutenir et exiger leur relaxe. Cette victoire est la première d'une longue liste, poursuivons le combat de manière unitaire et déterminée !

Correspondants

GRENOBLE Les trophées de l'imposture

Le Medef et divers « partenaires » ont organisé une vaste opération de communication le 14 mai à la MC2 (Maison de la culture) à Grenoble intitulée « les Trophées de la paix économique » afin de promouvoir une prétendue « révolution managériale ».

Ces révolutionnaires veulent faire croire que l'entreprise a changé et qu'elle défend désormais la « paix économique » et le « bonheur au travail », « l'intérêt social », « le bien commun ». L'école de management de Grenoble, GEM, était chargée de l'organisation de la cérémonie de remise des prix aux managers les plus « vertueux ».

Formidable manipulation

Des entreprises participaient à cette formidable manipulation : Hewlett-Packard, Araymond, Schneider Electric... au côté de banques et de compagnies d'assurance (MMA, la Banque populaire,...), d'écoles patronales de formation des élites (ESSEC Business School, Stanford Business Club), le tout chaperonné par la Chambre de commerce de l'Isère, le Medef Isère et le Medef Auvergne-Rhône-Alpes. En plein procès des dirigeants de France Télécom, accusés d'avoir appliqué une politique managériale menant au suicide de dizaines de salariéEs, il était malvenu de trouver dans le jury Delphine Ernotte, en poste à l'époque comme directrice chez France Télécom. Elle est actuellement présidente de France Télévisions, service public frappé d'un plan d'économie drastique. Au jury également un spécialiste de la paix, avec le général de corps d'armée Philippe Guimbert, commandant de la région de gendarmerie Auvergne-Rhône-Alpes. Parmi les jurés, se trouvaient également le président de la Métro, Christophe Ferrari, le maire de Grenoble, Éric Piolle, et... Edgard Morin, comme caution morale. Plus choquant encore, l'engagement du service public dans cette opération patronale. On trouvait en vrac le préfet de l'Isère, la gendarmerie nationale, le ministère du Travail, le ministère des Solidarités et de la Santé, la Ville de Grenoble, Grenoble-Alpes Métropole... En quoi l'argent public, l'argent de nos impôts a-t-il vocation à financer la propagande patronale ?

Invités parfois mal à l'aise

Pour ne pas laisser le champ libre aux communicants néolibéraux, une réaction s'est organisée autour du groupe qui avait mené le projet de film *les Maux du travail* (analyse critique du néo-management), et d'organisations syndicales et associatives : Solidaires, Union syndicale des travailleurs de la métallurgie de l'Isère (USTM CGT), SUD Collectivités territoriales 38, Collectif des syndicats CGT de la Culture et du spectacle 38, ATTAC 38. Un rassemblement symbolique s'est tenu avec conférence de presse, et 500 tracts ont été distribués aux invités parfois mal à l'aise. Une petite victoire : Delphine Ernotte a renoncé à venir à Grenoble, et France 3 a annulé un plateau télé prévu la veille. La leçon de tout ça est que l'État, le patronat et leur « partenaires » sont à l'offensive sur le terrain idéologique pour nous faire croire que tout va mieux alors que tout empire. Les suicides continuent partout dans les entreprises, les services publics (une tentative de suicide à France 3 Grenoble récement), la souffrance au travail aussi.

Correspondant

30 infirmierEs sont agressés chaque jour. 20% des infirmierEs partent en retraite avec un taux d'invalidité, et une espérance de vie inférieure de 7 ans. 30% des jeunes diplômés abandonnent la profession dans les 5 ans qui suivent le diplôme. Perte de sens, charge de travail impossible, stress, burn out, dépressions, jusqu'au suicide : depuis juillet 2016, 12 infirmierEs se sont donné la mort, sur leur lieu de travail ou en laissant une lettre explicite. Terrible réalité qui explique les difficultés de l'AP-HP à combler 400 postes vacants d'infirmierEs, au moment où elle s'est engagée à renforcer de 61 soignantEs les urgences et à y remplacer tous les congés maternité. Soutenus par les équipes médicales atteintes, elles aussi, d'épuisement professionnel, les personnels exigent d'être

en nombre et demandent que les salaires, gelés depuis plusieurs années, soient revalorisés. À l'hôpital, les agentEs, féminins dans leur grande majorité, sont sous-payés, au prétexte « des compétences naturelles » des femmes à prendre soin. Comme tout ce qui a trait au travail, reproductif et domestique, exercé encore très largement par les femmes, cette « qualification » n'a droit à aucune reconnaissance. Patriarcat et capitalisme font bon ménage !

Déficit permanent

Face à la colère qui monte, le gouvernement fait la sourde oreille en renvoyant vers sa réforme intitulée « Ma santé 2022 », et les directions locales font pression sur les agentEs pour affaiblir le mouvement. L'hôpital est ébranlé par le mode de financement

de ses activités. Une enveloppe fermée votée au Parlement, chaque année, fixe l'ONDAM, Objectif national des dépenses de l'assurance maladie, qui ne tient absolument pas compte des besoins sanitaires de la population. Ceux-ci augmentent en moyenne de 4,5% mais la rallonge accordée n'était par exemple, cette année, que de 2,5%. Cela conduit la Sécurité sociale à adapter son financement des activités hospitalières, en revoyant à la baisse la rémunération des actes de soin, portée en 2018 à 1,4 milliard d'euros. Cette baisse des tarifs, combinée à la tarification à l'activité, détermine une trajectoire financière qui précipite l'hôpital public dans un déficit permanent, dont il lui est impossible de se relever. Une aubaine pour le privé qui se développe et peut ainsi capter une partie de plus en plus

importante des fonds de l'assurance maladie abondés par nos cotisations sociales, qui échappent encore en partie à l'avidité capitaliste.

Urgences, psychiatrie, gériatrie, même combat !

L'hôpital public est victime des « plans santé » successifs qui de réformes en lois accentuent sa précarité financière, dégrade les conditions de travail et la qualité des soins. Aujourd'hui encore, la seule voie pour gagner reste la convergence des luttes avec le soutien de la population. En ce sens, une délégation des urgences de l'hôpital Mondor a participé à la réunion publique de défense des services de gériatrie de l'hôpital Émile-Roux. En effet, le directeur général de l'AP-HP a décidé la fermeture de 1000 lits de soins de longue durée au profit d'EHPAD dont

les résidentEs échouèrent aux urgences quand ils auront besoin de soins. Idem pour la psychiatrie dont les structures sont mises à mal. Urgences, psychiatrie, gériatrie, même combat !

CorrespondantEs



PHOTO THÈQUE ROUGE/MARTIN NODA

Les comités en action!

Toulouse Succès de la fête anticapitaliste 2019! Le samedi 18 mai avait lieu la fête annuelle du NPA 31 à la salle Ernest-Renan à Toulouse. Dans le contexte social marqué depuis six mois par le mouvement des Gilets jaunes, et à une semaine des élections européennes (échec à laquelle le NPA ne sera pas présent), cet événement a regroupé 500 personnes dans une ambiance conviviale et combative.

Toute la journée, des débats politiques ont permis de faire le point sur la situation, sur l'état des luttes et sur les perspectives militantes : Emma est venue nous parler de son dernier ouvrage sur le climat et a également animé une discussion autour du féminisme ; Lassana Traoré, du comité Vérité et Justice pour Adama, est revenu sur le combat qu'il mène avec sa famille contre les violences policières dans les quartiers ; Jean-Marc Rouillan venait présenter le livre, sorti en 2018, *10 ans d'Action directe* ; des camarades postierEs de Castanet-Tolosan, en grève depuis six semaines, ont raconté leur mobilisation ; enfin Olivier Besancenot a animé un meeting qui a regroupé 400 personnes en début de soirée.

La journée s'est achevée par un concert avec Kaluna et la Zompa Family, ce qui a permis de se retrouver autour d'un verre et de faire la fête après une journée riche et dense!

NPA Paris 17^e-18^e Café-débat «Contre la loi Blanquer, quelle école voulons-nous?» Lundi 27 mai à 19h30, à la Terrasse, 73, rue Marcadet, Paris 18^e, M^o Marcadet-Poissonniers. À l'heure où la mobilisation contre loi Blanquer se renforce et s'étend, quelles stratégies pour gagner? Et au-delà de la défense nécessaire du service public, quelle école voulons-nous? Quelle doit être son rôle, ses méthodes? Avec Véronique Decker, directrice d'école et autrice de *Trop classe – Enseigner dans le 9-3*.

Librairie La Brèche Rencontre avec Raquel Varela autour de son livre: *Un peuple en révolution, Portugal 1974-1975*. Lundi 27 mai à 18h à la librairie, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil.

Le NPA en campagne n°4

Contre les guerres et le militarisme

Pas de liste aux européennes pour le NPA, mais une campagne politique pour faire entendre une voix anticapitaliste et internationaliste, dont nous déclinerons un volet chaque semaine.

La récente «affaire des otages» au Bénin et la mort de deux soldats français ont été, une fois de plus, l'occasion d'un répugnant moment de patriotisme et de blanchiment des opérations militaires françaises en Afrique. Or, il faut le répéter : les guerres que mènent les grandes puissances n'ont pas pour but, comme on nous le prétend, de lutter contre le terrorisme et encore moins de soulager les peuples de la misère ou les débarrasser des dictatures qui les oppriment. Ce sont des guerres menées pour continuer à piller les ressources naturelles de ces pays, en perpétuant le rapport colonialiste imposé, notamment par la France, aux peuples d'Afrique et du Moyen-Orient.

Guerres, misère et complicités européennes

Loin d'empêcher le développement du terrorisme, elles l'engendrent en poussant des jeunes, que la misère créée par l'exploitation des richesses de leurs pays et les bombardements laissent sans espoir, dans les bras des chefs de guerre ou de sectes religieuses. Le chaos libyen n'était pas une fatalité. Alors que le peuple se



PHOTOTHÈQUE ROUGE / QUENTIN G.

soulevait en 2011 pour renverser la dictature de Kadhafi, l'intervention militaire de la France et ses alliés a favorisé tous les groupes confessionnels/claniques qui s'y affrontent aujourd'hui, contribuant à déposséder le peuple libyen de sa rébellion.

En Syrie, les grandes puissances ont laissé Assad massacrer son peuple pour enrayer la révolte qui y naissait dans la foulée des soulèvements de Tunisie et d'Égypte. La destruction d'Alep, le massacre de la population par les armées d'Assad et de la Russie se sont ainsi faits dans le silence de «démocraties» américaines et européennes soucieuses de ménager l'appareil répressif syrien et les bonnes relations futures.

L'Arabie saoudite qui bombarde le Yémen est, avec Israël, le principal relais des pays occidentaux dans la région. Cette amie des USA, de l'UE et de la France est aussi la dictature la plus réactionnaire du Moyen-Orient, berceau et grand

argentier de tous les courants de l'intégrisme islamique.

Le président turc, Erdogan, a quant à lui profité de son alliance avec les puissances occidentales, prétendument contre Daech, pour reprendre sa guerre contre la population kurde de Turquie et le PKK, pour réprimer tous les mouvements de gauche, les journalistes, les militants ouvriers, etc. La France lui a assuré un soutien régulier en réprimant les mouvements et militants kurdes, dont plusieurs ont été assassinés en France en toute impunité.

En finir avec le militarisme

Et malgré tout, force est de constater que, du côté des forces politiques institutionnelles en France, c'est l'unanimité qui l'emporte. Défense des «intérêts français», des groupes industriels, des emplois générés par l'industrie de l'armement : tous les arguments sont bons pour ne pas pointer les responsabilités, directes ou indirectes, de la France dans les conflits militaires.

Quitte à verser parfois dans les postures les plus contradictoires, à l'instar de celle de Jean-Luc Mélenchon et de la FI qui, tout en dénonçant les exportations d'armes en Arabie saoudite, n'ont cessé de saluer la bonne santé du complexe militaro-industriel français. Le 25 octobre 2018, Jean-Luc Mélenchon se rendait ainsi, au Bourget, au salon Euronaval, « rendez-vous mondial des technologies navales du futur », avec ce commentaire sur Twitter, photos à l'appui : « Visite des stands Thalès, MBDA, Naval Group, Ministère des Armées et Navire des métiers. La France doit se donner les moyens d'assurer sa souveraineté sur son territoire maritime, le 2^e plus vaste du monde. » Misère du « patriotisme »...

À l'opposé de toute apologie des industries d'armement français, de toute logique « bloc contre bloc » et de tout chauvinisme, il est urgent d'assumer des mots d'ordre défendant une perspective de désarmement et de démilitarisation. Cela commence par l'arrêt des exportations des engins de mort français et, au-delà, le démantèlement du complexe militaro-industriel, avec une reconversion industrielle qui pourrait notamment s'orienter vers le domaine de la transition énergétique (trains, métros, tramways, énergies renouvelables...).

Soit une politique de désarmement unilatéral et général, qui implique également la destruction de la force de dissuasion nucléaire française et, sur le plan politique, le refus de toute « armée européenne », la sortie de l'Otan, la fin de la Françafrique et, plus généralement, l'arrêt de toutes les interventions militaires françaises à l'étranger.

L'Anticapitaliste la revue

Le n°105 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Tribune

Pourquoi nous n'appellerons pas à voter pour LO aux élections européennes

Le Conseil politique national du NPA a décidé majoritairement d'appeler à voter pour la liste présentée par Lutte ouvrière. CertainEs camarades considèrent qu'elle est « la seule qui se situe, comme nous, sur le terrain de la défense du monde du travail, de ses luttes et de l'internationalisme » et que « nous agissons ainsi dans la continuité de notre politique de rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires et de notre démarche vis-à-vis de LO pour une liste commune ».

D'autres estiment que cette consigne n'est « pas un élément central de notre expression jusqu'aux élections européennes, au vu notamment de la place qu'occupe à cette étape ces échéances électorales ». Mais que, « après avoir travaillé durant plusieurs mois à une campagne commune avec Lutte ouvrière, malgré le sectarisme de cette organisation qui a refusé notre proposition et l'aspect très identitaire de leur campagne européenne, nous sommes favorables à une consigne de vote en faveur de la liste présentée par LO ».

Pour une partie d'entre nous, représentant, à juste titre, que cela nous enfermerait dans un tête-à-tête aussi exclusif que stérile, nous n'étions pas favorables à la recherche d'une liste commune avec LO. D'autres, sans être hostiles à la recherche d'un accord, tenaient à ce qu'il intègre l'essentiel de ce que le NPA considère comme

central dans la période politique que nous traversons.

Or, cet épisode a confirmé, outre le refus de LO, l'impossibilité d'une campagne commune.

Une campagne européenne ne peut se contenter de dénoncer « l'Europe du capital » et « la tentation du repli sur soi ».

L'exemple de la Grèce avait montré la nécessité, pour toute rupture même limitée avec l'austérité, de préparer et d'assumer l'affrontement avec les institutions européennes. Aucun projet d'émancipation dans un pays de l'Union européenne ne peut esquiver la confrontation avec ses institutions, traités et règlements dont LO ne dit pas un mot. L'exemple italien, parmi d'autres, illustre les dangers mortels d'un rejet réactionnaire, raciste et xénophobe de l'UE. Mais une campagne politique ne peut se réduire à affirmer : « Contre le grand capital, le camp des travailleurs ». Elle devrait servir de haut-parleur à cette Europe des résistances et des alternatives, des exploités et des opprimés.

Des luttes communes existent : pour l'accueil des migrantEs, la liberté de circulation et d'installation, contre les grands projets productivistes,

nucléaires ou extractivistes, pour la souveraineté alimentaire et une agroécologie paysanne, la grève pour les droits des femmes et contre les violences sexistes et homophobes, les marches et grèves scolaires pour le climat... Mais là encore, le bât blesse. Car pour l'essentiel LO ignore ces mobilisations, qu'elle juge secondaires, périphériques à ce qu'elle considère comme « le camp des travailleurs ». Il y a certes une différence entre « campagne commune » et consigne de vote.

Mais la situation s'est sensiblement modifiée au cours des derniers mois. Avec les Gilets jaunes, elle conjugue l'émergence sur la scène politique et sociale de nouvelles couches du prolétariat, en particulier des femmes jusqu'alors peu ou pas visibles, une rupture avec les formes de mobilisations populaires antérieures et une recherche radicale de démocratie réelle et d'auto-organisation. Dans le même temps une nouvelle génération d'activistes, pour le climat ou féministe... est en train de naître. Dans ce contexte, à la fois prometteur et complexe, être utilement anticapitalistes, c'est à la fois construire ces mobilisations, aider à leur convergence et

travailler à construire, à partir d'elles et avec elles, une perspective émancipatrice, féministe, écosocialiste, internationaliste.

Autant de tâches qui ne peuvent se limiter à « affirmer les perspectives communistes ».

Des camarades peuvent penser que ce n'est pas grave, que bien peu de celles et ceux avec lesquelles nous militons s'intéressent aux européennes et moins encore à notre consigne de vote... Ce n'est pas faux!

Il n'en reste pas moins que pour les plus politisésEs et/ou curieux, cette association avec Lutte ouvrière obscurcirait l'image à la fois radicale, unitaire et ouverte du NPA qui peut lui permettre de prétendre jouer un rôle utile.

Alexis (27), Alex (86), Alice (92), Antoine (34), Arya (31), Camille (75), Christian (65), Christine (61), Christine (76), Clément (95), Côme (31), Côme (95), Dominique (76), Émile (93), Fernand (57), François (65), Gérard (44), Gérard (69), Hegoa (31), Josette (75), Jean (66), Jean (95), Jean-Paul (84), Josie (66), Laurent (73), Maryse (66), Patrick (06), Patrick (76), Patrick (95), Pierre (75), Sophie (76), Tonio (67), Thierry (37), Ugo (75).

Roman

Atlanta (Géorgie-USA), quelques années avant les jeux Olympiques de 1996. Tout réussit à Monsieur le Maire¹. La ville connaît certes une dette abyssale et la criminalité déborde, mais Monsieur le Maire a fait savoir qu'il baisserait sa rémunération et rétribuerait, sur ses fonds propres, les policiers à son service pour pouvoir en embaucher d'autres. Sa popularité explose.

Cartels mexicains

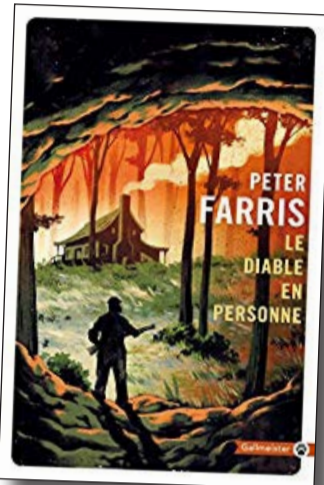
Tout va bien, donc, mais tout est faux. Les cartels mexicains, en plein développement, ont pris le contrôle de la ville (drogue, prostitution, jeux), noyauté la police, placé un homme sûr (Lambert) à la mairie et une prostituée (Maya, 18 ans à peine) pour satisfaire les fantasmes du maire. Un petit problème, Monsieur le Maire ne peut plus se passer de Maya, bavarde beaucoup trop et ne lui cache rien des projets qu'il concocte avec les cartels pour développer leur business lucratif sur tout l'État. Lambert impose à Monsieur le Maire l'assassinat de la jeune femme. Deux tueurs s'emparent d'elle, la coincent dans le coffre d'une voiture direction le bayou. Comme ils veulent en « profiter » pour la violer, ils ne la tuent pas tout de suite. Arrivés au marécage, ils s'égarent un peu et pénètrent, sans le savoir, sur la propriété de Léonard Moye, un vieux bootlegger armé jusqu'aux dents. Le vieux les interrompt, liquide le premier violeur et terrorise le deuxième qui, entièrement dénudé, prend la fuite. Le « vieux » prend la jeune femme sous sa protection et une troublante amitié s'installe entre Maya, rongée par la colère et Léonard, miné par un secret symbolisé par le mannequin de couture à l'effigie de sa femme qui l'accompagne partout.

Lutte dans le bayou

Le vieux comprend tout de suite que d'autres tueurs plus expérimentés, avec le soutien de la police locale, ne vont pas tarder à débarquer pour finir le travail bâclé. Mais le bayou n'est pas la ville et la lutte va s'engager, en surface, dans une nature encore sauvage, ou en sous-sol, dans de vastes grottes et tunnels². Marécages infestés de moustiques, de serpents et d'alligators, chaleur moite saturée de mouches et de fourmis, coyotes

Le diable en personne, de Peter Farris

Traduit par A. Pons, éditions Gallmeister, 255 pages, 9 euros.



en maraude : il vaut mieux, comme Léonard, connaître le terrain et initier Maya. La lutte sera violente et d'une cruauté inouïe, mais le vieux comprend que la tranquillité ne reviendra jamais si on ne frappe pas le serpent à la tête. Il va donc devoir se mettre en règle avec son passé avant de tenter l'impossible en terrain hostile : la ville d'Atlanta. Rien ne se passera comme prévu et le lecteur ira de surprise en surprise, de réseaux de prostitution en réseaux de prostitution, pénétrera dans les ramifications politiques des trafiquants/fabricants de drogue.

Peter Farris a une écriture fluide et rythmée, un style brut qui donne toute sa saveur aux dialogues doublés d'un don réel pour décrire forêts sauvages, marais et grottes. Un portrait au vitriol de l'Amérique d'aujourd'hui où le sang coule à flot, les cadavres s'accumulent, les alligators se régalent et nous aussi!

Sylvain Chardon

1 – Volontairement, l'auteur appelle le maire « Monsieur le Maire » et le chef du cartel « Mexico ».

2 – C'est un peu la spécialité des éditions Gallmeister. Voir notre recension de *Shibumi* dans *L'Anticapitaliste* hebdo du 20 avril 2017 (n°380).

Roman

Jour couché, d'Emilio Sciarrino

Éditions la Brune au rouergue, 2019, 256 pages, 19,80 euros.

« **N**ous avons examiné votre dossier, il est magnifique. Nous cherchions justement un spécialiste en pensée critique et philosophie des lapins. Vous avez gagné votre poste à deux mille carottes par mois. Bienvenue dans l'université des lapins. » Pour savoir comment Marco en est arrivé là, il faudra lire ce roman passionnant. « *J'ai trente ans et je suis un raté* », écrit-il en guise de présentation. Ce qui suit est une satire noire de la vie s'offrant aux jeunes (sur)diplômés – la « génération précarité » à laquelle ce roman offre de drôlement cruelles « leçons de réalité ».



qu'il ne peut garder qu'en répondant à des sollicitations toujours plus extravagantes.

Surqualifié pour ces emplois précaires, Marco envisage aussi d'autres options. Start-up, CAPES, écriture d'un best-seller, Air BnB : autant de possibilités de décrocher la lune, dont il ne sait pas trop s'il doit y croire. Ces affres laissent peu de place à l'amour de Marie et l'amitié de Jean, eux-mêmes consumés par la course à la réussite sociale.

Le résultat est un tableau sans concession, quoique souvent comique, d'une réalité dans laquelle pourront se reconnaître de nombreux et nombreuses travailleurEs, jeunes et moins jeunes. Ce réquisitoire n'épargne pas certains travers que peut engendrer l'absence de perspectives, comme le doute, l'inertie mais aussi l'arrivisme individualiste : car le rêve de « gagner beaucoup d'argent » apparaît en fin de compte comme une impasse sordide.

Le style vif et clair, la narration dynamique et l'imagination débridée, nourrie de nombreuses références littéraires (on pourra s'amuser à relever les pastiches de Jean-Paul Sartre, par exemple) retiennent l'attention des lecteurEs, depuis la première page jusqu'à la dernière. Un beau roman qui mérite d'être lu par les anticapitalistes, ce qui permettrait notamment de dissiper certains préjugés à propos des jeunes intellectuelEs... mais qui peut aussi aider ces dernierEs à prendre conscience des formes particulières d'injustice auxquelles ils et elles sont confrontés.

Victor Müller

Musique

Bran coucou, de Piniol

Dur & Doux, 2019. Écoute et téléchargement sur : <https://piniol.bandcamp.com/album/bran-coucou>.

Ils aiment les noms courts, la camaraderie et les blagues potaches. Les groupes Ni et Poil ont mélangé leurs lettres et additionné tous leurs membres pour faire Piniol. La gaudriole s'arrête là, à l'instar d'un Frank Zappa instrumental dont la trivialité des paroles aurait été reléguée aux seuls titres des morceaux. Un Frank Zappa nous ayant déjà prouvé il y a longtemps que grossièreté et exigence artistique n'étaient pas antinomiques.¹

« Ça marchera jamais »

« Ça marchera jamais » est le slogan de Dur & Doux, leur collectif et label discographique. Il est vrai qu'ici le pari pouvait sembler risqué. Nous nous retrouvons en présence d'un

claviériste entouré de deux trios guitare / basse / batterie, pour une musique imprévisible, frénétique sans être étrangère à la notion de transe et, bien que très écrite, totalement libre. On ne saurait y mettre une étiquette : Rock progressif ? Metal ? Mathcore ? Quelle importance, lorsque tout est possible autant que son contraire, les compères assumant avec détachement des influences très variées, jusqu'aux musiques médiévales ou orientales, et n'excluant pas un minimalisme répétitif comme dans leur longue et hypnotique intro de concert. Sont évités certains pièges comme se contenter d'un gros son ou se complaire dans le « n'importe quoi » auquel toute cette folie concentrée aurait pu naturellement mener. Au contraire, chacun des deux batteurs

joue à sa façon une partition identique, à savoir des rythmes asymétriques et changeants, pendant que les autres – mention particulière aux bassistes – imbriquent de multiples schémas mélodiques à la manière de la peinture pointilliste, chacun s'insérant avec précision dans les silences des autres. Vu récemment lors d'un festival dédié au Rock in Opposition (style musical créé dans les années 1970 en réaction à l'industrie du disque), ce groupe illustre parfaitement, au-delà de la désinvolture affichée, le mot de Tim Hodgkinson du groupe emblématique Henry Cow : « *Notre musique est socialiste bien qu'instrumentale* ». Elle est en effet indéniablement progressiste, non formatée, discrètement avant-gardiste et, ajoutons dans ce cas précis, tout sauf absconse.



Même si les novices apprécieraient à petite dose cette musique certainement pas de tout repos, ils et elles auront intérêt à s'intéresser à Ni, Poil et Piniol, expérience qui peut s'avérer, à la longue, tout simplement joyeuse.

Benjamin Croizy

1 – On s'amusera d'une polémique passée autour des textes de certaines formations de ce label rhône-alpin. Voir le clip tordant de Poil, intégrant à sa chanson « Tronche à cul » les paroles citées en plein conseil régional par une élue FN horrifiée.

Cannes

Tapis rouge pour les luttes féministes en Argentine

Que Sea Ley, documentaire argentin de Juan Solanas, 1h25.



Samedi 18 mai, plusieurs dizaines de militantes féministes argentines montaient les marches du Palais des Festivals de Cannes en scandant « Solidarité avec les femmes du monde entier » ! Présentes à l'occasion de la projection du documentaire *Que Sea Ley*¹ de Juan Solanas, qui retrace l'histoire de leur lutte pour l'avortement, elles ont défilé sur le tapis rouge, joyeuses et déterminées, pour porter la voix de milliers d'Argentines qui se mobilisent au quotidien depuis de longues années pour le droit des femmes à disposer de leur corps.

Avortements clandestins

« En Argentine, chaque semaine, une femme meurt des suites d'un avortement clandestin ». C'est sur ce chiffre alarmant que s'ouvre le film de Juan Solanas. Dans la loi argentine, l'IVG n'est autorisée qu'en cas de viol ou de danger pour la santé de la mère. Pourtant, les témoignages qui se succèdent à l'écran pendant plus d'une heure dressent un portrait tout autre de la réalité : les maltraitements médicaux et les objections de conscience sont le lot quotidien des femmes qui tentent de recourir à un avortement à l'hôpital, même quand leur santé est menacée.

« Les riches avortent, les pauvres meurent »

L'accès à l'avortement et à la contraception est d'autant plus restreint pour les femmes des quartiers pauvres et des zones rurales. Juan Solanas illustre cette réalité de façon très juste. Les politiciens qui adoptent publiquement des positions anti-IVG n'hésitent pas à allonger les billets quand il s'agit de faire avorter leurs femmes ou leurs filles. Et pendant ce temps, celles qui n'ont que les moyens de recourir à des méthodes artisanales, clandestines et dangereuses, sont laissées pour mortes dans les couloirs des hôpitaux qui ne veulent pas les prendre en charge.

Un film (pas si) militant

Curieusement, *Que Sea Ley* ne donne jamais à voir la façon dont s'organise la lutte des femmes au quotidien. Les discussions politiques, les assemblées féministes, les rencontres nationales de femmes qui rassemblent chaque année plusieurs dizaines de milliers de personnes... tout cela n'apparaît pas dans le documentaire de Juan Solanas. Il ne cite même pas le nom de la *Campaña Nacional por el Derecho al Aborto*², l'organisation féministe qui présente depuis 2005 les projets de loi pour la légalisation de l'avortement!

Mais en dépit de ces quelques faiblesses, *Que Sea Ley* reste une contribution précieuse. L'accès à l'avortement subit de nombreuses attaques à travers le monde, notamment aux États-Unis ces dernières semaines. Dans ce contexte, la lutte des Argentines nous rappelle que le droit à l'avortement reste bel et bien, pour les femmes, une question de vie ou de mort. *Aborto legal ya!*

Lisa Derradji

1 – « Que ce soit légal »

2 – Campagne nationale pour le droit à l'avortement

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

La surexploitation légale de l'eau par Nestlé à Vittel

Un texte de **Renée-Lise Rothiot**, habitante de Vittel, militante pour la défense de l'eau.

Sur les cinq continents avec sa centaine d'usines d'embouteillage (de bouteilles plastiques), Nestlé, comme les autres grandes multinationales, conduit les territoires exploités à la catastrophe sociale, économique, écologique. La France ne déroge pas au modèle qui se développe entre autres au Brésil, aux USA, au Canada... Dans les Vosges, Vittel, marque prestigieuse, cité thermale mondaine... pensait être préservée de cette brutalité. Mais les chiffres sont éloquents : en 1975, il y avait 4 500 emplois bien rémunérés, et 400 millions de bouteilles d'eau vendues ; en 2015, moins de 1 000 emplois, dont 150 précaires, et 1,6 milliard de bouteilles produites... Moins d'emplois, mais aussi un pillage de l'eau sans retombée économique pour le territoire, sauf bien sûr pour les actionnaires de Nestlé. À Vittel, la nappe souterraine des Grès est menacée d'épuisement suite à sa surexploitation par Nestlé. L'impact économique de son embouteillage est quasi nul sur le territoire puisque cette eau est exportée, en Allemagne pour l'essentiel, et à ce titre exonérée de la surtaxe sur les eaux minérales !

Amener de l'eau d'ailleurs pour la faire boire à la population ?

La recette de prise en main du territoire sur quelques années est simple : déculturer ce territoire (changer le nom des sources, des usines...), accaparer les terres agricoles avec l'aide de la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer) pour installer des métayers dociles (s'il n'y a plus d'ouvrier il y aura une nouvelle



FB L'EAU QUI MORD

population captive), importer les cadres stratégiques (à Vittel on les appelle « les nouveaux Vittellois »), s'approprier une grande partie des élus qui aident le groupe une fois en fonction.

Nestlé est autorisée à embouteiller cette eau des Grès qui est aussi celle du robinet des citoyens. Tout ce monde prélève 3 millions de mètres cubes par an, et il ne s'en recharge que 2 millions. Le différentiel étant à peu près le volume prélevé par Nestlé... Cette nappe est donc en baisse permanente et le Bureau de recherche et de géologie minière (BRGM) ne répond plus à partir des années 2040. Quelle est la solution proposée par la Commission locale de l'eau ? Amener de l'eau d'ailleurs pour la faire boire à la population, et permettre ainsi à Nestlé de poursuivre son activité (ce qui intéresse aussi Suez...). Une première au regard de la loi sur l'Eau de 2006,

qui garantit la priorité d'usage aux habitantEs et non aux industriels.

Complicités institutionnelles

Tout cela est possible grâce à la complicité des élus et de l'administration, sur fond de suspicion de prise illégale d'intérêt. Une enquête préliminaire est en cours, dépaycée récemment d'Épinal à Nancy. La présidente de la Commission locale de l'eau jusqu'à fin 2016 était tout simplement l'épouse d'un cadre dirigeant de Nestlé Waters, lui-même président d'une association, la Vigie de l'eau, portée sur les fonts baptismaux par Nestlé et chargée par le conseil départemental de porter le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux pour la Commission locale de l'eau ! C'est plus facile en famille ! Un collectif Eau 88 s'est créé dans les Vosges, il compte plus de 600 adhérentEs. Un collectif d'élus est en train de se mettre en place,

mais les syndicalistes des sites de production Nestlé sont injoignables ici depuis 3 ans, au moins à titre collectif !

La Commission nationale du débat public vient de clore une concertation publique préalable sous la pression des médias, essentiellement étrangers, qui ne cessent de communiquer depuis mars 2018, date à laquelle *Mediapart* s'est saisi du sujet.

Cette concertation n'a été qu'un alibi pour refaire passer le même projet déjà voté en avril 2016, août 2018 et enfin en mai 2019, sans tenir aucun compte des expressions de la concertation. La lutte en cours va donc devoir évoluer pour faire reculer Nestlé et... les pouvoirs publics. L'eau est un bien commun inaliénable !

Pour plus d'informations sur le sujet : <https://www.leaquimord.com/>

Les bonnes relations d'Emmanuel Macron

En 2005, l'ex-PDG de Nestlé, l'Autrichien Peter Brabeck, affirmait, dans le documentaire *We Feed the World*, que « l'eau est une denrée alimentaire et que, comme toute denrée, elle a une valeur marchande ».

Ce même Peter Brabeck ne se cache pas d'être l'un des « mentors » d'Emmanuel Macron. Ils se sont rencontrés au sein de la commission Attali en 2007. Le courant étant apparemment bien passé entre les deux hommes, ils ont « continué à se voir une fois le rapport rendu public », note Marc Endeweld dans son livre *L'ambigu Monsieur Macron*. Une relation de confiance s'est instaurée entre eux, au point que l'Autrichien [a proposé] à Emmanuel Macron de rejoindre la direction française de Nestlé. Ce dernier aurait décliné l'offre. Mais en 2010, alors en poste chez Rothschild, le jeune banquier a été à la manœuvre du rachat par Nestlé de la branche Nutrition infantile de Pfizer. La transaction, évaluée à neuf milliards d'euros, a permis à notre actuel président d'emporter quelque 1,5 million d'euros sur trois ans.

Peter Brabeck a également activement participé à la création du Water Resources Group (WRG), une organisation à mi-chemin entre le lobby et l'organisation de développement ayant pour but de promouvoir les partenariats public-privé dans le secteur de l'eau. Outre Nestlé, le WRG comprend Coca-Cola ou PepsiCo, les géants de l'industrie de l'eau en bouteille, ainsi que la Société financière internationale (SFI), organisation membre du Groupe de la Banque mondiale. La Direction du développement et de la coopération (DDC) suisse est également membre du WRG.

Extrait de Lorraine Lavocat, « À Vittel, Nestlé contrôle l'eau, la politique et les esprits », *Reporterre*, 9 mai 2019.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

EXTRÊME DROITE : PAS SEULEMENT DE L'ARGENT RUSSE.

De la France à l'Allemagne, en passant par l'Italie, la Hongrie, l'Autriche, le Danemark ou les Pays-Bas, les partis européens d'extrême droite prospèrent sur un discours contre les « élites » en place. Ils se posent souvent en défenseurs des travailleurs et des plus pauvres, en tout cas s'ils sont nationaux, voire blancs. Et stigmatisent les migrants. [...]

Dans les faits, ces partis – le Rassemblement national français (ex-FN), la Ligue en Italie, le Fidesz en Hongrie, l'Ukip britannique... – sont largement soutenus, voire directement financés, par de puissants milliardaires. Ils sont aussi traversés de scandales de corruption et de détournements de fonds. Leurs élus au Parlement européen sont parmi ceux qui ont le plus de revenus annexes à leur émoluments de parlementaires, pourtant généreux. C'est ce que montre un rapport de l'organisation indépendante bruxelloise Corporate Europe Observatory (CEO) qui sort ce mercredi 15 mai. [...]

Viktor Orbán, par exemple, le Premier ministre hongrois (du Fidesz) au pouvoir depuis neuf ans, a comme ami personnel et soutien le cinquième homme le plus riche de Hongrie, Lőrinc Mészáros. Celui-ci a construit sa fortune grâce à de nombreux contrats publics fournis à lui et sa famille... par le gouvernement d'Orbán. [...]

En Autriche, des investigations de corruption et de détournements de fonds publics ont été lancées à l'encontre du parti d'extrême droite FPÖ. Ce parti adopte par ailleurs de plus en plus des positions clairement favorables aux patrons, et aux dépens des droits des travailleurs : promesses de réduction de l'impôt sur les sociétés et sur la succession (les gros héritages), coupes dans les budgets sociaux et de santé. Le gouvernement dont il fait partie est en train de faire passer une loi de dérégulation du travail, pour augmenter la durée maximale de travail à 60 heures par semaine, sans garantie de paiement des heures supplémentaires. Une loi similaire avait été passée l'an dernier en Hongrie.

Le parti d'extrême droite allemand AfD est depuis des mois sous le feu des projecteurs pour des affaires de financements illégaux venus de Suisse, semble-t-il de milliardaires allemands qui y vivent. [...] En France aussi, les candidats du Rassemblement national préfèrent stigmatiser les migrants que s'attaquer à la délinquance financière : plusieurs membres de leur liste aux européennes sont mis en examen pour abus de bien sociaux ou emplois fictifs.

Rachel Knaebel, « Milliardaires, banques russes ou corruption : les étranges financements de l'extrême droite européenne », *Basta!*, 15 mai 2019.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org